

RAPPORT DE GESTION

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés	6
--	---

Groupe Investors

Revue des activités	13
---------------------	----

Revue des résultats d'exploitation par secteur	18
--	----

Placements Mackenzie

Revue des activités	22
---------------------	----

Revue des résultats d'exploitation par secteur	27
--	----

Activités internes et autres

Revue des résultats d'exploitation par secteur	30
--	----

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée	31
---------------------------------	----

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées	34
---	----

Gestion des risques	38
---------------------	----

Perspectives	50
--------------	----

Estimations et méthodes comptables critiques	52
--	----

Contrôle interne à l'égard de l'information financière	54
--	----

Autres renseignements	54
-----------------------	----

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats d'exploitation et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») au 31 mars 2018 et pour le trimestre clos à cette date, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les

« états financiers intermédiaires »), ainsi qu'au rapport annuel 2017 de la Société financière IGM Inc. déposés sur le site www.sedar.com. Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 31 mars 2018 et pour le trimestre clos à cette date est daté du 4 mai 2018.

MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers intermédiaires de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément à la Norme comptable

Internationale 34, *Information financière intermédiaire* (les « IFRS »), et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 2 des états financiers intermédiaires).

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport de gestion, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction. Ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, le rendement, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et ces hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances. Bien que la Société considère ces hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose actuellement la direction, elles pourraient se révéler inexactes.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les opérations, le rendement et les résultats de la

Société et de ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés et attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou les conséquences imprévues de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques opérationnels et à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société et ses filiales pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi en vigueur au Canada ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et incertitudes associés aux activités de la Société et les facteurs et hypothèses significatives sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sont fournis dans ses documents d'information, y compris le présent rapport de gestion et sa plus récente notice annuelle, déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles au www.sedar.com.

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS ET MESURES ADDITIONNELLES DÉFINIES PAR LES IFRS

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure additionnelle conforme aux IFRS, peut être divisé en deux composantes :

- le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires;
- les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre.

Le « bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires », le « bénéfice dilué ajusté par action » (le « BPA ») et le « rendement ajusté des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires » sont des mesures financières non définies par les IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant intérêts et impôt » (le « BAI »), le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements avant les commissions de vente » (le « BAIIA avant les commissions de vente ») et le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente » (le « BAIIA après les commissions de vente ») sont également des mesures additionnelles non définies par les IFRS. Le BAI, le BAIIA avant les commissions de vente et le BAIIA après les commissions de vente sont des mesures de rechange de la performance

utilisées par la direction, les investisseurs et les analystes de placements pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Les deux mesures liées au BAIIA ont été présentées à la suite de l'adoption d'IFRS 15. Le BAIIA avant les commissions de vente exclut toutes les commissions de vente de fonds communs de placement et est comparable à celui des périodes précédentes. Le BAIIA après les commissions de vente comprend toutes les commissions de vente et met en évidence l'ensemble des flux de trésorerie. Les autres éléments non récurrents ou qui pourraient rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre sont ensuite exclus pour obtenir le BAIIA avant les commissions de vente et le BAIIA après les commissions de vente. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant impôt sur le résultat » et le « bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires » sont des mesures additionnelles définies par les IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures sont considérées comme des mesures supplémentaires définies par les IFRS puisqu'elles s'ajoutent aux postes minimums requis par les IFRS et qu'elles sont pertinentes pour comprendre la performance financière de l'entité.

Se reporter aux rapprochements pertinents des mesures financières non définies par les IFRS et des résultats présentés conformément aux IFRS dans les tableaux 1, 2 et 3.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de services financiers de premier plan au Canada. Les principales entreprises de la Société, le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie, exercent leurs activités de façon distincte, principalement au sein du secteur des services-conseils financiers.

Au 31 mars 2018, le total de l'actif géré s'élevait à 155,8 G\$, comparativement à 147,5 G\$ au 31 mars 2017 et à 156,5 G\$ au 31 décembre 2017. Pour le premier trimestre de 2018, la moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 156,8 G\$, comparativement à 145,3 G\$ pour le premier trimestre de 2017.

Au 31 mars 2018, l'actif géré des fonds d'investissement se chiffrait à 149,2 G\$, comparativement à 142,1 G\$ au 31 mars 2017 et à 149,8 G\$ au 31 décembre 2017. L'actif géré moyen des fonds d'investissement s'est élevé à 150,1 G\$ pour le premier trimestre de 2018, comparativement à 140,1 G\$ pour le premier trimestre de 2017.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 31 mars 2018 s'est établi à 185,5 M\$, ou 77 cents par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 177,1 M\$, ou 74 cents par action, pour le trimestre correspondant de 2017.

Les capitaux propres se sont chiffrés à 4,4 G\$ au 31 mars 2018, comparativement à 4,8 G\$ au 31 décembre 2017. Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 31 mars 2018 s'est établi à 17,5 %, contre 15,3 % pour la période correspondante de 2017. La réduction des capitaux propres au cours du trimestre est essentiellement attribuable à l'adoption d'IFRS 15 qui a entraîné un ajustement aux bénéfices non distribués d'ouverture de 514,6 M\$ au cours du trimestre. Le dividende trimestriel par action ordinaire déclaré au premier trimestre de 2018 s'est établi à 56,25 cents, soit le même montant qu'au quatrième trimestre de 2017.

ADOPTION D'IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

Le 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté un changement de méthode comptable (IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*) qui présente un modèle exhaustif unique que les entités utiliseront pour comptabiliser les produits tirés de contrats conclus avec des clients (note 2 des états financiers intermédiaires). La norme fournit divers critères d'admissibilité en ce qui concerne l'inscription à l'actif des coûts du contrat.

Les commissions sont versées à la vente des produits de placement lorsque la Société perçoit des honoraires directement auprès du client ou lorsqu'elle reçoit des honoraires directement

du fonds commun de placement. L'application d'IFRS 15 s'est traduite par un changement de méthode comptable relative à la charge liée aux commissions de la Société, comme suit :

- Les commissions versées à la vente des produits de placement lorsque la Société perçoit des honoraires directement auprès du client sont inscrites à l'actif et amorties sur leur durée d'utilité estimée, ne dépassant pas une période de sept ans.
- Toutes les autres commissions versées à la vente des produits de placement sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées.

Les changements apportés aux états financiers de l'exercice considéré de la Société comprennent une diminution de 703,5 M\$ à même le solde d'ouverture de l'actif au titre des commissions de vente inscrites à l'actif, une réduction de l'impôt différé de 188,9 M\$ et un ajustement des bénéfices non distribués d'ouverture de 514,6 M\$.

Ce changement de méthode comptable aura une incidence sur le bénéfice net et le bénéfice avant impôt sur le résultat. En raison de la transition en cours d'une rémunération fondée sur les ventes vers une rémunération fondée sur l'actif, les versements des commissions fondées sur les ventes devraient diminuer en 2018 et au cours des exercices suivants par rapport aux derniers exercices. Par conséquent, la passation en charges des commissions de vente à mesure qu'elles sont engagées donnera lieu à une charge liée aux commissions moins élevée que lorsque nous utilisons l'approche de l'amortissement de ces montants sur une durée de vie attendue allant jusqu'à sept ans.

En 2018, IFRS 15 devrait entraîner une hausse du bénéfice net d'environ 39 M\$ (53 M\$ avant impôt).

Au premier trimestre de 2018, la nouvelle norme a donné lieu à une augmentation du bénéfice net d'environ 6 M\$ (9 M\$ avant impôt).

Au quatrième trimestre de 2017, nous avons annoncé que le Groupe Investors avait apporté des changements aux mécanismes de rémunération de son réseau de conseillers avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2018, et que ces changements se traduiraient par une proportion accrue de la rémunération fondée sur l'actif et passée en charges à mesure qu'elle est engagée et par une baisse de la proportion de la rémunération fondée sur les ventes et assujettie à l'amortissement. Nous avons indiqué que l'incidence prévue de cette comptabilisation anticipée des charges serait une diminution du bénéfice net d'environ 19 M\$ (25 M\$ avant impôt) pour l'exercice complet 2018 et de 5 M\$ (7 M\$ avant impôt) au premier trimestre de 2018 (le total de la rémunération versée n'étant pas touché). L'incidence prévue de l'adoption d'IFRS 15 décrite ci-dessus a été établie après la prise en considération de ces changements en matière de rémunération annoncés au quatrième trimestre de 2017, et se traduira par une hausse du bénéfice net au premier trimestre de 2018 de 1 M\$ (2 M\$ avant impôt).

Cette nouvelle norme comptable n'aura aucune incidence sur l'aspect économique de nos activités. La mise en œuvre d'IFRS 15 se traduira par un changement au calendrier de comptabilisation des charges liées aux commissions, mais n'influera pas sur les flux de trésorerie de la Société.

Au moment de l'adoption d'IFRS 15, la Société a présenté deux mesures liées au BAIIA (se reporter au tableau 1). Le BAIIA avant les commissions de vente exclut toutes les commissions de vente de fonds communs de placement et est comparable à celui des périodes précédentes, tandis que le BAIIA après les commissions de vente comprend toutes les commissions de vente et met en évidence l'ensemble des flux de trésorerie.

SECTEURS À PRÉSENTER

Les secteurs à présenter de la Société financière IGM sont les suivants :

- Groupe Investors
- Placements Mackenzie (« Placements Mackenzie » ou « Mackenzie »)
- Activités internes et autres

Ces secteurs, figurant aux tableaux 2 et 3, tiennent compte de l'information financière interne et de l'évaluation du rendement de la Société. En 2017, la Société a annoncé le regroupement des fonctions de gestion de placements du Groupe Investors et

TABLEAU 1 : RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS¹

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2018		31 DÉCEMBRE 2017		31 MARS 2017	
	BÉNÉFICE	BPA ²	BÉNÉFICE	BPA ²	BÉNÉFICE	BPA ²
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS	185,5 \$	0,77 \$	191,4 \$	0,79 \$	177,1 \$	0,74 \$
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	-	-	(126,8)	(0,52)	-	-
Quote-part des charges exceptionnelles de l'entreprise associée	-	-	(14,0)	(0,06)	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	185,5 \$	0,77 \$	50,6 \$	0,21 \$	177,1 \$	0,74 \$
BAIIA avant les commissions de vente – mesure non définie par les IFRS	333,2 \$		353,8 \$		324,6 \$	
Commissions fondées sur les ventes versées	(62,3)		(63,6)		(81,4)	
BAIIA après les commissions de vente – mesure non définie par les IFRS	270,9		290,2		243,2	
Commissions fondées sur les ventes versées pouvant faire l'objet d'un amortissement	16,3		63,6		81,4	
Amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif	(2,9)		(57,6)		(58,9)	
Amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles et autres	(13,9)		(17,9)		(12,2)	
Charges d'intérêts sur la dette à long terme	(30,3)		(29,7)		(26,8)	
Bénéfice ajusté avant impôt – mesure non définie par les IFRS	240,1		248,6		226,7	
Charges de restructuration et autres charges	-		(172,3)		-	
Quote-part des charges exceptionnelles de l'entreprise associée	-		(14,0)		-	
Bénéfice avant impôt sur le résultat	240,1		62,3		226,7	
Impôt sur le résultat	(52,4)		(9,5)		(47,4)	
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	(2,2)		(2,2)		(2,2)	
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	185,5 \$		50,6 \$		177,1 \$	

1. Le 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté IFRS 15, ce qui a donné lieu à une augmentation de certaines commissions de vente qui sont passées en charges immédiatement, contrebalancée par une diminution des commissions de vente inscrites à l'actif et de l'amortissement connexe.

2. Bénéfice dilué par action

TABLEAU 2 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
PREMIER TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2017

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	31 MARS 2018	31 MARS 2017	31 MARS 2018	31 MARS 2017	31 MARS 2018	31 MARS 2017	31 MARS 2018	31 MARS 2017
Produits								
Produits tirés des honoraires	482,2 \$	478,1 \$	202,9 \$	198,5 \$	72,4 \$	65,3 \$	757,5 \$	741,9 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	10,3	18,0	(0,2)	0,1	42,0	29,7	52,1	47,8
	492,5	496,1	202,7	198,6	114,4	95,0	809,6	789,7
Charges								
Commissions	164,8	169,6	75,3	74,6	46,0	45,1	286,1	289,3
Charges autres que les commissions	144,7	147,7	85,8	82,5	22,6	16,7	253,1	246,9
	309,5	317,3	161,1	157,1	68,6	61,8	539,2	536,2
Bénéfice avant intérêts et impôt	183,0 \$	178,8 \$	41,6 \$	41,5 \$	45,8 \$	33,2 \$	270,4	253,5
Charges d'intérêts							(30,3)	(26,8)
Bénéfice avant impôt sur le résultat							240,1	226,7
Impôt sur le résultat							52,4	47,4
Bénéfice net							187,7	179,3
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							185,5 \$	177,1 \$
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹							185,5 \$	177,1 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

de Placements Mackenzie, ce qui a donné lieu à la formation d'une seule organisation de gestion de placements à l'échelle mondiale. Par conséquent, la Société a changé la définition du secteur de Mackenzie afin d'en exclure les mandats de services-conseils en placement des fonds du Groupe Investors à compter du 1^{er} octobre 2017. Ces mandats ne sont plus comptabilisés dans l'actif géré, les ventes nettes et les produits du secteur de Mackenzie. À la suite de ces changements, les secteurs du Groupe Investors et de Mackenzie reflètent leur quote-part respective des charges de la fonction de gestion des placements de sorte qu'elle est mieux harmonisée à l'information financière interne. Les résultats d'exploitation par secteur sont présentés de façon distincte dans les rubriques « Revue des résultats d'exploitation par secteur » du rapport de gestion.

Certains postes figurant aux tableaux 2 et 3 ne sont pas attribués à des secteurs :

- *Charges d'intérêts* – Représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme.
- *Charges de restructuration et autres charges en 2017* – Charges comptabilisées au quatrième trimestre qui découlent des

efforts déployés en vue de la mise en œuvre d'un certain nombre d'initiatives qui favoriseront l'efficacité opérationnelle de la Société.

- *Quote-part des charges exceptionnelles de l'entreprise associée en 2017* – Représente la quote-part des charges de Great-West Lifeco Inc. liées à l'incidence des réformes fiscales américaines et à la vente imminente d'un placement en actions revenant à la Société comptabilisée au quatrième trimestre.

- *Impôt sur le résultat* – Les modifications apportées au taux d'imposition effectif sont présentées au tableau 4.

Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. L'incidence de toute modification des meilleures estimations de la direction constatée dans le bénéfice net ajusté est reflétée dans les autres éléments, ce qui inclut, mais sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.

TABLEAU 3 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
PREMIER TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2017

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	31 MARS 2018	31 DÉC. 2017	31 MARS 2018	31 DÉC. 2017	31 MARS 2018	31 DÉC. 2017	31 MARS 2018	31 DÉC. 2017
Produits								
Produits tirés des honoraires	482,2 \$	493,1 \$	202,9 \$	204,5 \$	72,4 \$	72,4 \$	757,5 \$	770,0 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	10,3	(3,7)	(0,2)	3,3	42,0	37,1	52,1	36,7
	492,5	489,4	202,7	207,8	114,4	109,5	809,6	806,7
Charges								
Commissions	164,8	165,7	75,3	75,7	46,0	46,7	286,1	288,1
Charges autres que les commissions	144,7	138,8	85,8	82,0	22,6	19,5	253,1	240,3
	309,5	304,5	161,1	157,7	68,6	66,2	539,2	528,4
Bénéfice avant intérêts et impôt	183,0 \$	184,9 \$	41,6 \$	50,1 \$	45,8 \$	43,3 \$	270,4	278,3
Charges d'intérêts							(30,3)	(29,7)
Charges de restructuration et autres charges							–	(172,3)
Quote-part des charges exceptionnelles de l'entreprise associée							–	(14,0)
Bénéfice avant impôt sur le résultat							240,1	62,3
Impôt sur le résultat							52,4	9,5
Bénéfice net							187,7	52,8
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							185,5 \$	50,6 \$
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹							185,5 \$	191,4 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

TABLEAU 4 : TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF

TRIMESTRES CLOS LES	31 MARS 2018	31 DÉC. 2017	31 MARS 2017
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	26,81 %	26,85 %	26,84 %
Incidence des éléments suivants :			
Quote-part du résultat des entreprises associées	(3,38)	(14,94)	(3,33)
Consolidation de la perte fiscale ¹	(1,41)	(5,11)	(2,64)
Autres éléments	(0,20)	2,38	0,03
Taux d'imposition effectif – bénéfice net ajusté	21,82	9,18	20,90
Quote-part des charges exceptionnelles de l'entreprise associée	–	6,04	–
Taux d'imposition effectif – bénéfice net	21,82 %	15,22 %	20,90 %

1. Se reporter à la note 25, « Transactions entre parties liées », des états financiers consolidés du rapport annuel 2017 de la Société financière IGM Inc. (les « états financiers annuels »).

- *Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles* – Représentent les dividendes déclarés à l'égard des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,90 % de la Société.

SOMMAIRE DES VARIATIONS DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ

Au 31 mars 2018, le total de l'actif géré s'élevait à 155,8 G\$, comparativement à 147,5 G\$ au 31 mars 2017. Le tableau 5 présente les variations du total de l'actif géré.

Les variations de l'actif géré du Groupe Investors et de Mackenzie sont présentées plus en détail dans les rubriques « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 6 comprend les résultats des huit derniers trimestres et le rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS et du bénéfice net conformément aux IFRS.

Comme l'illustre le tableau 6, au cours des huit trimestres les plus récents, l'évolution de la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds d'investissement reflète en grande partie l'incidence des ventes nettes solides de la Société et les fluctuations des marchés nationaux et étrangers.

TABLEAU 5 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ –
PREMIER TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2017¹

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES ²	
	31 MARS 2018	31 MARS 2017	31 MARS 2018	31 MARS 2017	31 MARS 2018	31 MARS 2017	31 MARS 2018	31 MARS 2017
Fonds d'investissement								
Fonds communs de placement³								
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	2 859 \$	2 932 \$	2 630 \$	2 861 \$	260 \$	245 \$	5 749 \$	6 038 \$
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	784	890	286	76	48	39	1 118	1 005
FNB								
Créations nettes			715	114			474	114
Total des ventes nettes de fonds d'investissement²	784	890	768	139	48	39	1 359	1 068
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes								
Ventes nettes			229	117			(2)	119
Ventes nettes combinées	784 \$	890 \$	997 \$	256 \$	48 \$	39 \$	1 357 \$	1 187 \$
Variation du total de l'actif géré								
Ventes nettes	784 \$	890 \$	997 \$	256 \$	48 \$	39 \$	1 357 \$	1 187 \$
Rendements des placements	(1 689)	1 768	(345)	1 739	27	141	(2 112)	3 621
Variation de l'actif, montant net	(905)	2 658	652	1 995	75	180	(755)	4 808
Actif au début	88 008	81 242	64 509	57 657	5 377	4 908	156 513	142 688
Actif à la fin	87 103 \$	83 900 \$	65 161 \$	59 652 \$	5 452 \$	5 088 \$	155 758 \$	147 496 \$
Le total de l'actif géré comprend les éléments suivants :								
Fonds d'investissement								
Fonds communs de placement ³	87 103 \$	83 900 \$	55 586 \$	52 934 \$	5 452 \$	5 088 \$	148 141 \$	141 922 \$
FNB	–	–	2 004	234	–	–	1 658	234
Total des fonds d'investissement ²	87 103	83 900	56 994	53 099	5 452	5 088	149 203	142 087
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes								
			8 167	6 553			6 555	5 409
Actif à la fin	87 103 \$	83 900 \$	65 161 \$	59 652 \$	5 452 \$	5 088 \$	155 758 \$	147 496 \$

- À compter du 1^{er} octobre 2017, le secteur Mackenzie a été redéfini pour exclure de son actif géré et de ses produits les mandats de conseiller confiés au Groupe Investors. Dans le tableau 5, ce changement a été appliqué de façon rétrospective afin de présenter des résultats comparables.
- Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.
 - Les résultats de Mackenzie comprennent les mandats de conseiller confiés à d'autres secteurs dont l'actif s'élevait à 2,0 G\$ au 31 mars 2018 (31 mars 2017 – 1,1 G\$) et les ventes nettes, à 472 M\$ pour le premier trimestre de 2018 (2017 – (2) M\$).
 - Les FNB comprennent des investissements des fonds communs de placement dans les FNB totalisant 596 M\$ au 31 mars 2018 (31 mars 2017 – 69 M\$) et des ventes nettes de 233 M\$ pour le premier trimestre de 2018 (2017 – 51 M\$).
- L'actif géré et les ventes nettes du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel comprennent les comptes à gestion distincte.

TABLEAU 6 : SOMMAIRE DES RÉSULTATS

	T1 2018	T4 2017	T3 2017	T2 2017	T1 2017	T4 2016	T3 2016	T2 2016
États consolidés du résultat net (en M\$)								
Produits								
Honoraires de gestion	556,6 \$	564,4 \$	541,9 \$	547,0 \$	527,7 \$	525,7 \$	518,3 \$	497,4 \$
Honoraires d'administration	107,6	110,4	109,1	111,2	109,0	109,0	107,9	104,4
Honoraires de distribution	93,3	95,2	89,8	94,8	105,2	117,7	101,1	96,3
Produits tirés des placements nets et autres produits	52,1	36,7	32,5	50,3	47,8	48,7	49,1	46,3
	809,6	806,7	773,3	803,3	789,7	801,1	776,4	744,4
Charges								
Commissions	286,1	288,1	276,0	284,4	289,3	288,2	273,1	267,2
Charges autres que les commissions	253,1	240,3	238,8	246,5	246,9	231,1	224,9	231,7
Charges d'intérêts	30,3	29,7	28,9	28,7	26,8	23,2	23,2	22,9
	569,5	558,1	543,7	559,6	563,0	542,5	521,2	521,8
Bénéfice avant les éléments suivants	240,1	248,6	229,6	243,7	226,7	258,6	255,2	222,6
Charges de restructuration et autres charges	-	(172,3)	-	(23,0)	-	-	-	-
Charges liées au régime de retraite	-	-	-	50,4	-	-	-	-
Quote-part des charges exceptionnelles de l'entreprise associée	-	(14,0)	-	-	-	-	-	-
Quote-part de la provision de l'entreprise associée	-	-	-	(5,1)	-	-	-	-
Bénéfice avant impôt sur le résultat	240,1	62,3	229,6	266,0	226,7	258,6	255,2	222,6
Impôt sur le résultat	52,4	9,5	54,0	63,0	47,4	23,4	55,4	47,5
Bénéfice net	187,7	52,8	175,6	203,0	179,3	235,2	199,8	175,1
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	185,5 \$	50,6 \$	173,4 \$	200,8 \$	177,1 \$	233,0 \$	197,6 \$	172,9 \$
Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS¹ (en M\$)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS	185,5 \$	191,4 \$	173,4 \$	185,9 \$	177,1 \$	199,0 \$	197,6 \$	172,9 \$
Autres éléments :								
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	-	(126,8)	-	(16,8)	-	-	-	-
Charges liées au régime de retraite, déduction faite de l'impôt	-	-	-	36,8	-	-	-	-
Quote-part des charges exceptionnelles de l'entreprise associée	-	(14,0)	-	-	-	-	-	-
Quote-part de la provision de l'entreprise associée	-	-	-	(5,1)	-	-	-	-
Réduction de l'estimation de l'impôt sur le résultat relative à certaines déclarations de revenus	-	-	-	-	-	34,0	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	185,5 \$	50,6 \$	173,4 \$	200,8 \$	177,1 \$	233,0 \$	197,6 \$	172,9 \$
Bénéfice par action (c)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹								
- De base	77	80	72	77	74	83	82	72
- Dilué	77	79	72	77	74	83	82	72
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires								
- De base	77	21	72	83	74	97	82	72
- Dilué	77	21	72	83	74	97	82	72
Actif quotidien moyen des fonds d'investissement (en G\$)								
	150,1 \$	148,1 \$	142,4 \$	144,3 \$	140,1 \$	135,2 \$	132,6 \$	128,2 \$
Total de l'actif géré des fonds d'investissement (en G\$)								
	149,2 \$	149,8 \$	144,6 \$	143,3 \$	142,1 \$	137,6 \$	134,1 \$	129,1 \$
Total de l'actif géré (en G\$)								
	155,8 \$	156,5 \$	150,0 \$	148,6 \$	147,5 \$	142,7 \$	140,7 \$	135,5 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS ainsi qu'au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du présent rapport de gestion pour une explication relative aux autres éléments utilisés dans le calcul des mesures financières non définies par les IFRS.

GROUPE INVESTORS

REVUE DES ACTIVITÉS

STRATÉGIE DU GROUPE INVESTORS

La promesse du Groupe Investors est d'inspirer confiance.

Notre mandat stratégique consiste à être le partenaire financier de choix au Canada.

Notre proposition de valeur vise à offrir un meilleur gamma, un meilleur bêta et un meilleur alpha :

- Gamma – La valeur de tous les efforts déployés en complément de la composition de portefeuilles de placements, ce qui comprend la valeur qu'un conseiller financier ajoute aux relations avec les clients et qui découle de la création d'un plan financier bien élaboré et de son suivi.
- Bêta – La valeur créée par des portefeuilles de placements composés judicieusement dont le rendement correspond aux prévisions et comporte le plus faible risque.
- Alpha – La valeur d'une gestion active qui génère un rendement supérieur aux indices de rendement passifs dont la composition et le profil de risque sont les mêmes.

Nous tentons d'offrir notre proposition de valeur au moyen :

- de conseils supérieurs – Acquérir une connaissance approfondie des investisseurs canadiens et façonner tout ce que nous entreprenons en fonction de ces renseignements.
- d'expériences client segmentées – Créer des expériences personnalisées tout au long de notre relation avec le client.
- de conseillers ayant l'esprit d'entreprise – Encourager nos conseillers ayant l'esprit d'entreprise à toujours offrir une expérience enrichissante et un plan complet permettant d'obtenir des résultats supérieurs.
- de solutions financières efficaces – Fournir la gamme de solutions la plus efficace et la plus complète aux tarifs les plus concurrentiels.
- de processus d'affaires simples, faciles et numérisés – Revoir entièrement les interactions entre les clients et les conseillers afin de simplifier les processus, de réduire le nombre d'erreurs et de numériser l'expérience grâce à une structure de coût appropriée.
- d'une culture performante et diversifiée.

RÉSEAU DE CONSEILLERS

Le Groupe Investors se distingue de ses concurrents en offrant des services exhaustifs de planification à ses clients dans le contexte de relations à long terme. Cette approche concorde avec des études menées au cours des dernières années qui indiquent que les ménages clients qui reçoivent des conseils de la part d'un conseiller financier disposent d'actifs plus élevés que les ménages qui ne reçoivent aucun conseil; de plus, cet avantage augmente en fonction de la durée de la relation avec le conseiller financier. Le pivot du mécanisme de prestation de ces services est le réseau national de distribution, composé de conseillers rattachés à des bureaux régionaux répartis dans tout le Canada.

Les détails suivants présentent une répartition des principales composantes du réseau de conseillers du Groupe Investors au 31 mars 2018 :

- 2 114 pratiques de conseillers (31 mars 2017 – 2 262), ce qui correspond au nombre de conseillers qui comptent plus de quatre ans d'expérience au sein du Groupe Investors. Des conseillers associés peuvent faire partie de ces pratiques, comme cela est décrit ci-dessous. Le niveau des pratiques de conseillers constitue un élément clé dans l'évaluation de nos activités, car ces pratiques servent des clients qui représentent environ 95 % de l'actif géré.
- 887 nouveaux conseillers (31 mars 2017 – 1 482), qui sont les conseillers qui comptent moins de quatre ans d'expérience au sein du Groupe Investors.
- 1 080 conseillers associés et directeurs régionaux (31 mars 2017 – 1 010). Les conseillers associés sont des membres de l'équipe des pratiques de conseillers détenant un permis; ils offrent des services et des conseils de planification financière à la clientèle servie par l'équipe.
- Le réseau de conseillers du Groupe Investors comptait 4 081 conseillers (31 mars 2017 – 4 754).

À compter du premier trimestre de 2017, le Groupe Investors a précipité le départ de conseillers qui, à son avis, n'auraient pas pu établir une pratique prospère. Nous avons aussi amélioré les critères de recrutement afin d'accroître les chances de succès des recrues tout en améliorant notre culture et notre marque, ce qui s'est traduit par la réduction de la taille générale de l'empreinte de nos bureaux régionaux, dont le nombre est passé de 115 au 31 décembre 2016 à 94.

Depuis 2017, le Groupe Investors exige de tous les conseillers comptant plus de quatre ans d'expérience qu'ils obtiennent le titre de Certified Financial Planner (CFP) (traduction usuelle : planificateur financier agréé) ou de planificateur financier (Pl. Fin.), le titre équivalent au Québec, ou d'être inscrits à un programme en vue d'obtenir l'un de ces titres. Les titres de planificateur financier agréé et de planificateur financier sont des qualifications liées à la planification financière reconnues à l'échelle nationale qui exigent qu'une personne démontre sa compétence en matière de planification financière par l'intermédiaire d'une formation, d'examens normalisés, de la satisfaction d'exigences liées à la formation continue et de l'imputabilité aux normes éthiques. En 2017, le Financial Planning Standards Council a indiqué dans une publication que le Groupe Investors regroupait plus de détenteurs du titre de CFP que toute autre organisation au Canada.

Plus de 57 % des pratiques de conseillers comptent des professionnels qui détiennent le titre de Certified Financial Planner (CFP) ou de planificateur financier (Pl. Fin.), le titre équivalent au Québec. En outre, 100 % des pratiques de conseillers comptent des professionnels qui soit détiennent le titre, soit sont en voie de l'obtenir. Au 31 mars 2018, 1 599 conseillers de notre réseau détenaient le titre de CFP ou de Pl. Fin. En outre, 2 345 conseillers

étaient inscrits à ces programmes en vue d'obtenir l'un de ces titres. Les conseillers qui étudient actuellement pour obtenir le titre de CFP ou de Pl. Fin. ou qui les détiennent déjà sont au nombre de 3 944, ce qui représente 97 % de tous les conseillers, comparativement à 87 % au 31 mars 2017.

SOUTIEN ADMINISTRATIF ET COMMUNICATIONS À L'INTENTION DES CONSEILLERS ET DES CLIENTS

Le soutien administratif offert aux conseillers et aux clients comprend la tenue des comptes des clients et la présentation de l'information de façon exacte et opportune, une aide efficace à la résolution de problèmes, de même que des améliorations continues des systèmes.

Ce soutien administratif est offert aux conseillers et aux clients domiciliés au Québec par la Direction générale du Québec du Groupe Investors, située à Montréal; quant aux conseillers et aux clients d'ailleurs au Canada, ils sont servis par le siège social du Groupe Investors, situé à Winnipeg, au Manitoba. La Direction générale du Québec compte plus de 200 personnes et comprend des unités opérationnelles pour la plupart des fonctions qui soutiennent environ 875 conseillers situés partout au Québec. Le montant de l'actif géré des fonds communs de placement au Québec était d'environ 15 G\$ au 31 mars 2018.

PLATEFORME DE COURTIER

Une plateforme de courtier, lancée au quatrième trimestre de 2016, offre une expérience de service améliorée tant aux conseillers qu'aux clients. Cette plateforme de courtier nous a permis d'internaliser les fonctions de courtier chargé de comptes et la préparation des relevés des clients pour les comptes d'intermédiaire liés à l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM ») et à l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (l'« ACCFM »), fonctions qui étaient auparavant exécutées

par un fournisseur de services externe, et a permis d'accroître l'automatisation des transactions. Cette plateforme appuie le lancement de nouveaux produits disponibles par le truchement de l'OCRCVM et conçus pour soutenir le segment de notre clientèle disposant d'un avoir net élevé. La plateforme devrait donner lieu à des gains d'efficacité à long terme.

RELEVÉS DE CLIENTS

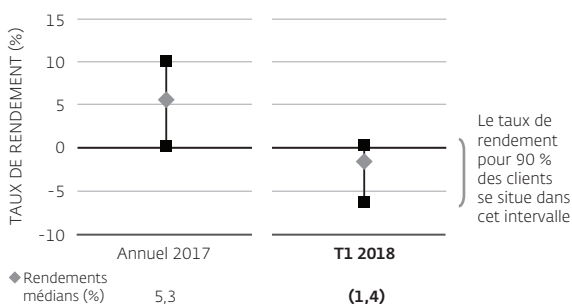
Les communications régulières avec nos clients comprennent la présentation de l'information trimestrielle relative à leurs portefeuilles de fonds communs de placement du Groupe Investors et à la variation de la valeur de l'actif de ces portefeuilles au cours du trimestre. Au cours de chaque trimestre, les clients obtiennent un rendement différent, car la composition de leur portefeuille diffère, comme l'illustrent les graphiques ci-dessous. Le premier graphique présente les taux de rendement médians pour les comptes des clients pour chacun des trimestres de l'exercice considéré. Le deuxième graphique présente les taux de rendement médians pour les comptes des clients en fonction de périodes de un an, de trois ans et de cinq ans au 31 mars 2018. Les deux graphiques présentent également les seuils inférieur et supérieur de la fourchette des taux de rendement obtenus par 90 % des comptes des clients du Groupe Investors.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, le taux de rendement médian pour les comptes des clients était d'environ (1,4) %.

Le Groupe Investors considère depuis longtemps que la présentation à ses clients de l'information se rapportant au rendement de leurs comptes personnels pour plusieurs périodes constitue un avantage significatif et démontre, en outre, la valeur obtenue grâce aux conseils qu'ils reçoivent, et ce, tout au long de la relation client-conseiller.

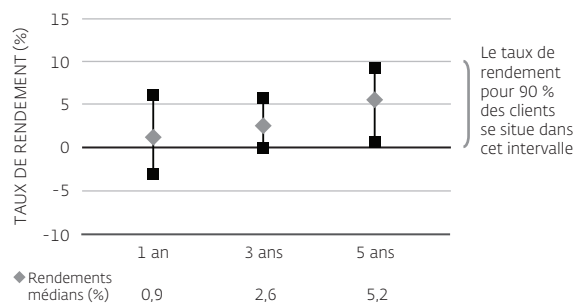
Les relevés de nos clients comprennent leur rendement sur plusieurs périodes, y compris des taux de rendement sur un an, trois ans et cinq ans.

Taux de rendement pour les comptes des clients



Taux de rendement pour les comptes des clients

Au 31 mars 2018



ACTIF GÉRÉ

Au 31 mars 2018, l'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 87,1 G\$. Le niveau de l'actif géré est tributaire de trois facteurs : les ventes, les rachats et les rendements des placements de nos fonds. Les variations de l'actif géré des fonds communs de placement pour les périodes considérées sont présentées dans le tableau 7.

RENDEMENT DES FONDS

Au 31 mars 2018, 54,5 % des fonds communs de placement du Groupe Investors étaient notés trois étoiles ou plus par le service de notation de fonds Morningstar[†], et 19,9 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 69,2 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 34,5 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 mars 2018. La Cote Morningstar[†] est une mesure quantitative et objective du rendement sur trois, cinq et dix ans d'un fonds ajusté en fonction du risque par rapport à des fonds comparables.

CHANGEMENTS À L'OFFRE DE PRODUITS DE FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Le Groupe Investors continue d'accroître le rendement, l'étendue et la diversité de ses produits de placement grâce au lancement de nouveaux fonds et à d'autres changements apportés aux produits qui répondent aux divers besoins à long terme des investisseurs canadiens.

OFFRES DESTINÉES AUX CLIENTS À VALEUR ÉLEVÉE

Les clients à valeur élevée représentent un secteur en croissance de notre clientèle. Le Groupe Investors offre plusieurs produits visant à répondre aux besoins des clients à valeur élevée et continue de chercher des moyens de présenter des offres additionnelles à cette clientèle. L'actif géré des clients

appartenant à cette catégorie totalisait 41,2 G\$ au 31 mars 2018, soit une hausse de 18,1 % par rapport au dernier exercice, et représentait 47 % du total de l'actif géré. Les ventes aux clients à valeur élevée ont totalisé 1 210 M\$ pour le premier trimestre de 2018, en hausse de 10,5 % par rapport au premier trimestre de 2017, et représentaient 42 % du total des ventes.

Tarification pour les ménages disposant d'un actif de placement supérieur à 500 000 \$

Le Groupe Investors possède des solutions de placement qui prévoient une tarification distincte pour les ménages dont les placements dans les fonds du Groupe Investors sont supérieurs à 500 000 \$. L'actif géré des clients appartenant à cette catégorie totalisait 34,6 G\$, soit une hausse de 9,3 %, par rapport à 31,6 G\$ au 31 mars 2017.

- La série J disposait d'un actif de 19,2 G\$ au 31 mars 2018, soit une baisse de 18,6 %, par rapport à 23,5 G\$ au 31 mars 2017, ce qui découle principalement des transferts de la série J à la série U.
- La série U offre une structure de tarification qui établit une distinction entre les frais de conseil, lesquels sont directement facturés au compte d'un client, et les frais facturés aux fonds d'investissement sous-jacents. Au 31 mars 2018, l'actif géré de la série U avait augmenté pour se chiffrer à 15,4 G\$, comparativement à 8,1 G\$ au 31 mars 2017, soit une hausse de 91 %.

Profil^{MC}

Il s'agit d'un programme de gestion de portefeuille unique qui est offert aux ménages disposant d'un actif supérieur à 250 000 \$ détenu au sein du Groupe Investors. Les portefeuilles de placement Profil ont été conçus de manière à maximiser le rendement et à gérer le risque au moyen d'une diversification par

TABLEAU 7 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2018	31 DÉC. 2017	31 MARS 2017	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2017	31 MARS 2017
Ventes	2 859 \$	2 314 \$	2 932 \$	23,6 %	(2,5) %
Rachats	2 075	1 982	2 042	4,7	1,6
Ventes nettes (rachats nets)	784	332	890	136,1	(11,9)
Rendements des placements	(1 689)	2 450	1 768	n.s.	n.s.
Variation de l'actif, montant net	(905)	2 782	2 658	n.s.	n.s.
Actif au début	88 008	85 226	81 242	3,3	8,3
Actif à la fin	87 103 \$	88 008 \$	83 900 \$	(1,0) %	3,8 %
Actif quotidien moyen	87 845 \$	87 195 \$	82 751 \$	0,7 %	6,2 %

catégorie d'actif, par style de gestion et par région. La structure de tarification du programme Profil établit une distinction entre les frais de conseil, lesquels sont directement facturés au compte d'un client, et les frais facturés aux fonds d'investissement sous-jacents.

Au 31 mars 2018, l'actif géré du programme Profil s'est élevé à 6,6 G\$, soit une augmentation de 103 % par rapport à un actif géré de 3,3 G\$ au 31 mars 2017.

Structures de frais dégroupés

Une proportion croissante des actifs des clients du Groupe Investors se trouvent dans la série U et dans le programme Profil, qui sont des produits avec des structures de frais dégroupés et pour lesquels des frais de conseil distincts sont facturés au compte du client par le courtier. Au 31 mars 2018, les produits avec des structures de frais dégroupés représentaient un montant de 22,0 G\$, ou 25,3 % de l'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors, en hausse de 94,3 %, comparativement à 11,4 G\$ au 31 mars 2017, ce qui représente 13,5 % de l'actif géré. Les ventes de ces produits aux clients à valeur élevée ont totalisé 851 M\$ pour le premier trimestre de 2018, soit une hausse de 269 M\$ par rapport au premier trimestre de 2017, ce qui représente 70 % du total des ventes aux clients à valeur élevée et 30 % du total des ventes de fonds communs de placement.

Au quatrième trimestre de 2017, la Société a indiqué qu'elle donnerait accès à tous ses clients à la série U en 2018 dans le but d'éliminer toutes les options d'achat comportant des frais intégrés.

Comptes à gestion distincte et compte de courtage à honoraires

Le programme de comptes à gestion distincte du Groupe Investors, les Placements gérés Azur^{MC}, ainsi que son programme de comptes à honoraires, sont offerts par l'entremise de la société de courtage du Groupe Investors, Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

Les Placements gérés Azur sont des comptes de courtage en gestion discrétionnaire qui permettent au client de déléguer à un gestionnaire de portefeuille la responsabilité des décisions de placement au jour le jour. Il existe sept mandats différents qui permettent d'investir dans des actions de base sur les marchés boursiers canadiens, américains, nord-américains et internationaux.

Le programme des comptes à honoraires du Groupe Investors est un compte de courtage non discrétionnaire à honoraires qui offre aux clients les avantages d'une démarche globale dans la gestion de leur portefeuille.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2017

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 87,1 G\$ au 31 mars 2018, soit une hausse de 3,8 %, comparativement à 83,9 G\$ au 31 mars 2017. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement se chiffrait à 87,8 G\$ pour le premier trimestre de 2018, en hausse de 6,2 % par rapport à 82,8 G\$ pour le premier trimestre de 2017.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 2,9 G\$, soit une baisse de 2,5 % par rapport à la période correspondante de 2017. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 2,1 G\$, soit une hausse de 1,6 % par rapport à 2017. Pour le premier trimestre de 2018, les ventes nettes des fonds communs de placement du Groupe Investors s'élevaient à 784 M\$, comparativement à des ventes nettes de 890 M\$ en 2017. Au cours du premier trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une diminution de 1,7 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une hausse de 1,8 G\$ au cours du premier trimestre de 2017.

Le taux de rachat trimestriel annualisé du Groupe Investors pour les fonds à long terme s'est établi à 9,0 % au premier trimestre de 2018, comparativement à 9,2 % au premier trimestre de 2017. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme du Groupe Investors s'établissait à 8,4 % au 31 mars 2018, comparativement à 8,8 % au 31 mars 2017, ce qui demeure nettement inférieur au taux de rachat moyen correspondant d'environ 16,1 % enregistré par l'ensemble des autres membres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») au 31 mars 2018.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2017

Au 31 mars 2018, l'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 87,1 G\$, soit une diminution de 1,0 % par rapport à 88,0 G\$ au 31 décembre 2017. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est établi à 87,8 G\$ au premier trimestre de 2018, par rapport à 87,2 G\$ au quatrième trimestre de 2017, soit une augmentation de 0,7 %.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 2,9 G\$, soit une hausse de 23,6 % par rapport au quatrième trimestre de 2017. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 2,1 G\$ au premier trimestre, ce qui représente une hausse de 4,7 % par rapport au trimestre précédent, et le taux de rachat trimestriel annualisé s'est établi à 9,0 % au premier trimestre, comparativement à

8,3 % au quatrième trimestre de 2017. Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont élevées à 784 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 332 M\$ au cours du trimestre précédent.

AUTRES PRODUITS ET SERVICES

FONDS DISTINCTS

Le Groupe Investors offre des fonds distincts qui comprennent la gamme de fonds de placement garanti. Les fonds de placement garanti sont des polices de fonds distincts émises par La Great-West, compagnie d'assurance-vie; la gamme comprend 14 fonds de fonds distincts différents et six fonds distincts individuels. Ces fonds distincts offrent un potentiel de croissance à long terme des placements ainsi qu'une gestion du risque, et sont assortis de garanties complètes ou partielles applicables au décès et à l'échéance, d'une protection éventuelle contre les créanciers et de caractéristiques facilitant la planification successorale. Certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager, qui assure un revenu de retraite garanti, la vie durant. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par le Groupe Investors. Au 31 mars 2018, le total de l'actif des fonds distincts s'élevait à 1,8 G\$, soit le même montant qu'au 31 mars 2017.

ASSURANCE

Le Groupe Investors distribue des produits d'assurance par l'intermédiaire des Services d'Assurance I.G. Inc. Le nombre moyen de polices vendues par conseiller détenant un permis a été de 2,2 pour le trimestre clos le 31 mars 2018, comparativement à 3,1 en 2017. La distribution des produits d'assurance est améliorée par l'apport de spécialistes en planification d'assurance du Groupe Investors partout au Canada; ils ont pour mandat d'aider les conseillers à choisir des solutions avancées de planification successorale pour des clients à valeur élevée.

OPÉRATIONS SUR TITRES

La société Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. est un courtier en valeurs enregistré dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. Elle propose à ses clients des services qui complètent les services de planification financière et de placement. Les conseillers du Groupe Investors peuvent ainsi diriger des clients vers l'un de nos spécialistes en planification du patrimoine de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. Par ailleurs, un nombre croissant de conseillers inscrits auprès de l'OCRCVM utilisent cette plateforme.

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

Le Groupe Investors est un prêteur hypothécaire d'envergure nationale qui offre des prêts hypothécaires résidentiels à l'intention de ses clients dans le cadre d'un plan financier complet. Les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont

présents dans chaque province canadienne, et ils collaborent avec nos clients et leurs conseillers, en fonction de la réglementation en vigueur, afin d'élaborer des stratégies de financement hypothécaire qui correspondent aux besoins et aux objectifs de chaque client.

Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors, au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, à des structures de titrisation et à des investisseurs institutionnels. Certaines filiales du Groupe Investors sont autorisées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») à titre d'émettrices de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») et de vendeuses de TH LNH dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »). Les programmes de titrisation comprennent également certains programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques. Les prêts hypothécaires résidentiels sont également détenus dans le cadre des activités d'intermédiaire du Groupe Investors.

Pour le premier trimestre de 2018, les financements de prêts hypothécaires se sont chiffrés à 171 M\$, contre 311 M\$ en 2017, ce qui constitue une diminution de 45,0 %. Au 31 mars 2018, les prêts hypothécaires gérés par le Groupe Investors liés à ses activités bancaires hypothécaires totalisaient 10,7 G\$, comparativement à 11,1 G\$ au 31 mars 2017, soit une baisse de 3,5 %.

SOLUTIONS BANCAIRES[†]

Les Solutions Bancaires[†] du Groupe Investors consistent en une vaste gamme de produits et de services fournis par la Banque Nationale du Canada en vertu d'une entente de distribution à long terme. Ces produits et ces services comprennent des prêts à l'investissement, des prêts hypothécaires résidentiels, des marges de crédit, des prêts personnels, de l'assurance-crédit, des comptes de dépôt et des cartes de crédit. Le programme comprend aussi un produit Tout-En-Un qui est une solution exhaustive de gestion des liquidités qui regroupe les caractéristiques d'un prêt hypothécaire, d'un emprunt à terme, d'une marge de crédit renouvelable et d'un compte de dépôt visant à répondre aux besoins de nos clients tout en réduisant au minimum les frais d'intérêts globaux. Grâce aux Solutions Bancaires[†], les clients ont accès à un réseau de guichets automatiques, ainsi qu'à un site Web client et à un centre de services clients, tous deux sous marque privée. Le programme Solutions Bancaires[†] s'inscrit dans l'approche du Groupe Investors qui consiste à fournir des solutions financières complètes à ses clients par l'intermédiaire d'une vaste plateforme de planification financière. Le total des produits de prêt des clients du Groupe Investors dans le cadre du programme Solutions Bancaires[†] s'est élevé à 3,6 G\$ au 31 mars 2018, comparativement à 3,2 G\$ au 31 mars 2017.

Le crédit disponible relatif aux comptes Tout-En-Un de Solutions Bancaires¹ ouverts au cours du trimestre clos le 31 mars 2018 s'élevait à 199 M\$, comparativement à 149 M\$ en 2017. Au 31 mars 2018, le solde des produits Tout-En-Un de Solutions Bancaires était de 2,3 G\$, comparativement à 1,8 G\$ pour l'exercice précédent, ce qui représentait environ 50 % du crédit disponible total relatif à ces comptes.

PRODUITS ET SERVICES ADDITIONNELS

Le Groupe Investors offre également à sa clientèle des certificats de placement garanti émis par La Compagnie de Fiducie du Groupe Investors Ltée et par un certain nombre d'autres établissements financiers.

REVUE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR

Le bénéfice avant intérêts et impôt du Groupe Investors est présenté dans le tableau 8.

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2017

PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES

Les produits tirés des honoraires proviennent de la gestion, de l'administration et de la distribution des fonds communs de

placement du Groupe Investors. La distribution de produits d'assurance et des produits Solutions Bancaires¹ et la prestation de services liés aux valeurs mobilières fournissent des produits tirés des honoraires additionnels.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires de gestion pour les services de gestion de placements liés à ses fonds communs de placement, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires de gestion se sont chiffrés à 360,8 M\$ au premier trimestre de 2018, en hausse de 19,7 M\$, ou 5,8 %,

TABLEAU 8 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2018	31 DÉC. 2017	31 MARS 2017	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2017	31 MARS 2017
Produits					
Honoraires de gestion	360,8 \$	366,8 \$	341,1 \$	(1,6) %	5,8 %
Honoraires d'administration	78,1	80,9	79,9	(3,5)	(2,3)
Honoraires de distribution	43,3	45,4	57,1	(4,6)	(24,2)
	482,2	493,1	478,1	(2,2)	0,9
Produits tirés des placements nets et autres produits	10,3	(3,7)	18,0	n.s.	(42,8)
	492,5	489,4	496,1	0,6	(0,7)
Charges					
Commissions					
Amortissement des commissions	2,9	45,6	45,2	n.s.	n.s.
Commissions de vente des fonds communs de placement passées en charges à mesure qu'elles sont engagées	35,9	–	–	n.s.	n.s.
Autres commissions	30,4	30,7	45,7	(1,0)	(33,5)
	69,2	76,3	90,9	(9,3)	(23,9)
Rémunération fondée sur l'actif	95,6	89,4	78,7	6,9	21,5
Charges autres que les commissions	144,7	138,8	147,7	4,3	(2,0)
	309,5	304,5	317,3	1,6	(2,5)
Bénéfice avant intérêts et impôt	183,0 \$	184,9 \$	178,8 \$	(1,0) %	2,3 %

par rapport à 341,1 M\$ en 2017. L'augmentation nette des honoraires de gestion au cours du premier trimestre de 2018 était principalement attribuable à la hausse de l'actif géré moyen de 6,2 %, comme l'illustre le tableau 7. Le taux moyen des honoraires de gestion au premier trimestre de 2018 s'est établi à 166,6 points de base de l'actif géré moyen, comparativement à 166,8 points de base en 2017.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires d'administration pour les services administratifs relatifs à ses fonds communs de placement et pour les services fiduciaires liés à ses fonds communs de placement en fiducie à participation unitaire, qui dépendent aussi en grande partie du volume et de la composition de l'actif. Les honoraires d'administration ont totalisé 78,1 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 79,9 M\$ à l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 2,3 %. Cette diminution est principalement attribuable aux variations de la composition de l'actif géré moyen.

Les produits tirés des honoraires de distribution proviennent des sources suivantes :

- Les frais de rachat applicables aux fonds communs de placement qui ont été vendus avec frais d'acquisition différés.
- Les frais de distribution liés aux fonds de type portefeuille.
- La distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire des Services d'Assurance I.G. Inc.
- La prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.
- Les services bancaires offerts par le truchement de Solutions Bancaires¹.

Les produits tirés des honoraires de distribution, chiffrés à 43,3 M\$ au premier trimestre de 2018, ont diminué de 13,8 M\$ par rapport à 57,1 M\$ en 2017, ce qui découle principalement d'une baisse des produits tirés des honoraires de distribution provenant des produits d'assurance. Les produits tirés des assurances en 2017 ont connu une hausse par suite de ventes effectuées avant que des changements soient apportés à la méthode d'imposition de l'assurance permanente. De même, les frais de rachat ont diminué au cours du trimestre clos le 31 mars 2018. Les produits tirés des frais de rachat varient en fonction du volume des rachats assujettis à des frais d'acquisition différés.

PRODUITS TIRÉS DES PLACEMENTS NETS ET AUTRES PRODUITS

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe les produits tirés des activités bancaires hypothécaires et les produits d'intérêts nets liés aux activités d'intermédiaire.

Au 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté IFRS 9 qui remplace IAS 39, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*. L'adoption d'IFRS 9 a donné lieu à plusieurs changements à la façon dont la Société comptabilise ses activités bancaires hypothécaires :

- Des prêts de 282,6 M\$ auparavant détenus à des fins de transaction ont été reclassés au coût amorti. Cela s'est traduit par une réévaluation totale de 49,7 M\$ attribuable à la reprise de pertes latentes comprises dans la valeur comptable des prêts et à l'inscription à l'actif des coûts d'émission des prêts hypothécaires auparavant passés en charges. Le montant de la réévaluation de 49,7 M\$ entraînera une réduction des produits tirés des activités bancaires hypothécaires sur la durée de vie des prêts connexes.
- La Société a adopté les exigences liées à la comptabilité de couverture d'IFRS 9 qui sont présentées à la note 2 des états financiers intermédiaires.

L'incidence d'IFRS 9 et d'IFRS 15 sur les bilans consolidés au 1^{er} janvier 2018 est présentée en détail dans le tableau 23.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 10,3 M\$ au premier trimestre de 2018, en baisse de 7,7 M\$ par rapport à 18,0 M\$ en 2017.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 8,9 M\$ au premier trimestre de 2018 comparativement à 16,8 M\$ en 2017, soit une diminution de 7,9 M\$. Le tableau 9 présente un sommaire des activités bancaires hypothécaires pour le trimestre considéré. Les variations des produits tirés des activités bancaires hypothécaires sont attribuables aux éléments suivants :

- Les produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés ont diminué de 5,9 M\$ pour le premier trimestre de 2018 pour s'établir à 10,4 M\$, par rapport à 2017. Cette diminution s'explique par la baisse des marges sur les prêts titrisés, principalement en raison de l'adoption d'IFRS 9 à la suite de laquelle les frais d'émission des prêts titrisés auparavant passés en charges à mesure qu'ils étaient engagés sont maintenant inscrits à l'actif et amortis sur la durée de vie des prêts connexes, et par l'élimination de la désactualisation relative aux pertes liées à la juste valeur comptabilisées au titre des prêts détenus avant la titrisation.
- Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont diminué de 1,3 M\$ pour le premier trimestre de 2018 pour s'établir à 0,8 M\$, par rapport à 2017. La diminution des profits découle d'une baisse des activités de ventes.
- Les ajustements de la juste valeur ont diminué de 2,6 M\$ pour le premier trimestre de 2018 pour s'établir à (3,9) M\$, par rapport à 2017. La diminution est principalement liée à des ajustements défavorables de la juste valeur de certains instruments financiers relatifs à la titrisation.
- Les autres produits ont augmenté de 1,9 M\$ pour le premier trimestre de 2018, comparativement à 2017, pour s'établir à 1,6 M\$, ce qui est principalement attribuable à l'adoption d'IFRS 9 à la suite de laquelle les frais d'émission des prêts titrisés auparavant passés en charges à mesure qu'ils étaient engagés sont maintenant amortis sur la durée de vie des prêts connexes.

TABLEAU 9 : ACTIVITÉS BANCAIRES HYPOTHÉCAIRES – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2018	31 DÉC. 2017	31 MARS 2017	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2017	31 MARS 2017
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	50,3 \$	52,5 \$	49,5 \$	(4,2) %	1,6 %
Charges d'intérêts	39,9	38,0	33,2	5,0	20,2
Produits d'intérêts nets	10,4	14,5	16,3	(28,3)	(36,2)
Profit sur ventes ¹	0,8	–	2,1	n.s.	(61,9)
Ajustements de la juste valeur	(3,9)	(19,6)	(1,3)	80,1	n.s.
Autres produits ²	1,6	(1,2)	(0,3)	n.s.	n.s.
	8,9 \$	(6,3) \$	16,8 \$	n.s.	(47,0) %
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations	7 529 \$	7 239 \$	7 525 \$	4,0 %	0,1 %
Autres	3 236	3 596	3 555	(10,0)	(9,0)
	10 765 \$	10 835 \$	11 080 \$	(0,6) %	(2,8) %
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes³ :					
Titrisations	379 \$	1 068 \$	331 \$	(64,5) %	14,5 %
Autres ¹	96	25	298	n.s.	(67,8)
	475 \$	1 093 \$	629 \$	(56,5) %	(24,5) %

1. Représentent les ventes aux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, ainsi que les profits tirés de ces ventes.

2. Représentent les frais d'émission et d'assurance des prêts hypothécaires, les intérêts réalisés sur les prêts hypothécaires détenus temporairement, les produits tirés de la gestion et les autres produits.

3. Représentent les montants en principal vendus.

CHARGES

Le Groupe Investors engage une charge liée aux commissions se rapportant à la distribution de ses fonds communs de placement et autres produits et services financiers. Des commissions sont versées au moment de la vente de ces produits, et leur montant fluctue en fonction du volume des ventes. Avant le 1^{er} janvier 2018, les commissions versées à la vente de fonds communs de placement étaient inscrites à l'actif et amorties sur une période maximale de sept ans. À compter du 1^{er} janvier 2018, à la suite de l'adoption d'IFRS 15 (note 2 des états financiers intermédiaires), les commissions versées à la vente de produits de placement sont inscrites à l'actif et amorties sur leur durée d'utilité estimée lorsque la Société perçoit des honoraires directement auprès du client. Toutes les autres commissions versées à la vente de produits de placement sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées.

La charge liée aux commissions s'est chiffrée à 69,2 M\$ pour le premier trimestre de 2018, en baisse de 21,7 M\$ par rapport à 90,9 M\$ en 2017. La mise en œuvre d'IFRS 15 par la Société pendant le trimestre a donné lieu à une baisse des commissions

en trésorerie versées passées en charges au cours du trimestre, par rapport à l'amortissement des commissions en 2017, lesquelles avaient été inscrites à l'actif et amorties. Par ailleurs, la diminution des autres commissions tient en partie à la rémunération liée aux autres produits d'assurance distribués.

La rémunération fondée sur l'actif, qui est calculée en fonction de la valeur de l'actif géré, a augmenté de 16,9 M\$ pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018 pour s'établir à 95,6 M\$, par rapport à 2017. L'augmentation est principalement attribuable à l'accroissement de l'actif géré et aux changements apportés à la rémunération annoncés au quatrième trimestre de 2017.

Les charges autres que les commissions engagées par le Groupe Investors sont principalement liées au soutien de son réseau de conseillers, à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de ses fonds communs de placement et autres produits ainsi qu'aux frais des sous-conseillers liés à l'actif géré des fonds communs de placement. Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 144,7 M\$ au premier trimestre de 2018, comparativement à 147,7 M\$ en 2017, ce qui constitue une diminution de 3,0 M\$, ou 2,0 %. La diminution constatée

est attribuable à la baisse des frais des sous-conseillers et à la réalisation de certaines initiatives qui ont été annoncées au cours du trimestre précédent.

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2017

PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES

Les produits tirés des honoraires de gestion ont diminué de 6,0 M\$, ou 1,6 %, au premier trimestre de 2018 par rapport au quatrième trimestre de 2017, pour s'établir à 360,8 M\$. La diminution nette des honoraires de gestion au cours du premier trimestre est principalement liée à une baisse d'environ 7,0 M\$ découlant du fait que le premier trimestre comptait deux journées civiles de moins que le trimestre précédent, en partie contrebalancée par la hausse de 0,7 % de l'actif géré moyen pour le trimestre, comme l'illustre le tableau 7.

Les honoraires d'administration ont diminué pour s'établir à 78,1 M\$ au premier trimestre de 2018, comparativement à 80,9 M\$ au quatrième trimestre de 2017, principalement en raison de variations à la composition de l'actif géré moyen des fonds communs de placement au cours de la période, ainsi que du fait que le premier trimestre comptait deux journées civiles de moins que le trimestre précédent.

Les produits tirés des honoraires de distribution, qui se sont chiffrés à 43,3 M\$ au premier trimestre de 2018, ont diminué de 2,1 M\$ par rapport à 45,4 M\$ au quatrième trimestre, principalement en raison d'une diminution des produits tirés des honoraires de distribution liés aux ventes de produits d'assurance, ce qui est surtout attribuable au caractère saisonnier des ventes d'assurance.

PRODUITS TIRÉS DES PLACEMENTS NETS ET AUTRES PRODUITS

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 10,3 M\$ au premier trimestre de 2018, comparativement à (3,7) M\$ au trimestre précédent, ce qui représente une hausse de 14,0 M\$ découlant principalement des activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 8,9 M\$ au premier trimestre de 2018, en hausse de 15,2 M\$ par rapport à (6,3) M\$ au trimestre précédent, comme l'illustre le tableau 9. Les variations des produits tirés des activités bancaires hypothécaires sont attribuables aux éléments suivants :

- Les produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés ont diminué de 4,1 M\$ pour le premier trimestre de 2018 pour s'établir à 10,4 M\$, par rapport 14,5 M\$ au trimestre précédent. La diminution tient principalement à l'adoption d'IFRS 9 à la suite de laquelle les frais d'émission des prêts titrisés auparavant passés en charges à mesure qu'ils étaient engagés sont maintenant inscrits à l'actif et amortis sur la durée de vie des prêts connexes, et l'élimination de la désactualisation relative aux pertes liées à la juste valeur comptabilisées au titre des prêts détenus avant la titrisation.
- Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 0,8 M\$ pour le premier trimestre de 2018, par rapport au trimestre précédent, ce qui est attribuable à une hausse des activités de ventes.
- Les ajustements de la juste valeur ont augmenté de 15,7 M\$ pour le premier trimestre de 2018 pour s'établir à (3,9) M\$, comparativement à (19,6) M\$ au trimestre précédent, ce qui découle d'ajustements négatifs de la juste valeur apportés en 2017 à des prêts détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus à des tiers ou titrisés en raison des hausses de taux d'intérêt au cours de la période.
- Les autres produits ont augmenté de 2,8 M\$ pour le premier trimestre de 2018 pour s'établir à 1,6 M\$, comparativement au trimestre précédent, ce qui est principalement attribuable à l'adoption d'IFRS 9 à la suite de laquelle les frais d'émission des prêts titrisés auparavant passés en charges à mesure qu'ils étaient engagés sont maintenant amortis sur la durée de vie des prêts connexes.

CHARGES

Pour le trimestre considéré, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 69,2 M\$, comparativement à 76,3 M\$ au trimestre précédent. Cette diminution est principalement liée à la baisse des commissions en trésorerie versées passées en charges au cours du trimestre, par rapport à l'amortissement des commissions au trimestre précédent, lesquelles avaient été inscrites à l'actif et amorties avant la mise en œuvre d'IFRS 15. La rémunération fondée sur l'actif a augmenté de 6,2 M\$ pour s'établir à 95,6 M\$ au premier trimestre de 2018, ce qui est attribuable à la hausse de l'actif géré et aux changements apportés à la rémunération annoncés au quatrième trimestre de 2017.

Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 144,7 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 138,8 M\$ au trimestre précédent. Cette augmentation est en partie attribuable au caractère saisonnier de certaines charges qui sont habituellement engagées au premier trimestre.

PLACEMENTS MACKENZIE

REVUE DES ACTIVITÉS

STRATÉGIE DE MACKENZIE

Mackenzie cherche à s'assurer que les intérêts des clients, des actionnaires, des courtiers, des conseillers et des employés convergent.

La vision de Mackenzie est la suivante : nous nous engageons à assurer le succès financier des investisseurs, selon leur point de vue, ce qui aura une incidence sur les priorités stratégiques que nous choisissons pour remplir cet engagement et assurer la croissance future des activités. Notre mandat stratégique comporte deux volets : devenir le leader dans le secteur de détail au Canada et tisser des relations stratégiques significatives, ce qui s'inscrit dans le cadre de notre objectif de devenir la société de choix pour les épargnants, les conseillers financiers et les investisseurs institutionnels. Nous comptons réaliser ce mandat en attirant les meilleurs éléments du secteur de l'investissement, en répondant aux besoins changeants des conseillers financiers et des investisseurs au moyen de solutions uniques et novatrices, et en continuant d'offrir une qualité de niveau institutionnel dans tout ce que nous entreprenons.

Pour soutenir cette vision et ce mandat stratégique, nos employés s'efforcent d'adopter six aptitudes fondamentales clés :

- Fournir un rendement ajusté en fonction du risque concurrentiel et constant.
- Offrir des solutions de placement novatrices et de haute qualité.
- Accélérer la distribution.
- Promouvoir un leadership de marque.
- Encourager l'excellence opérationnelle et la rigueur.
- Favoriser une culture de haute performance et de diversité.

Mackenzie cherche à maximiser le rendement des investissements de l'entreprise en concentrant ses ressources dans des secteurs qui ont une incidence directe sur la réussite de notre mandat stratégique : la gestion de placements, la distribution et l'expérience client.

Fondée en 1967, Mackenzie continue de bâtir une entreprise de services-conseils en placements au moyen de ses services exclusifs de recherche en placements et de gestion de portefeuille, tout en ayant recours à des partenaires stratégiques qui agissent à titre de sous-conseillers dans des domaines précis. Nos affaires reposent sur une multitude de canaux de distribution : le réseau de détail, les alliances stratégiques et le marché institutionnel.

Mackenzie distribue principalement ses produits de placement de détail grâce à des conseillers financiers externes. Les équipes de vente de Mackenzie travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants et leurs cabinets partout au Canada. En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui se concentrent sur les alliances stratégiques et le marché institutionnel. Grâce à ses alliances stratégiques, Mackenzie offre certaines séries

de ses fonds communs de placement et fournit des services de sous-conseiller pour des programmes de placement de tierces parties ou de parties liées offerts par des banques, des compagnies d'assurances et d'autres sociétés d'investissement. Les alliances stratégiques avec des parties liées comprennent la prestation de services-conseils aux filiales du Groupe Investors, d'Investment Planning Counsel et de Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), ainsi qu'une entente avec Quadrus, filiale de Lifeco, relative aux fonds communs de placement visant les marques de distributeur. Dans le cadre de ses alliances stratégiques, Mackenzie établit sa relation de distribution principale avec le siège social de la banque, de la compagnie d'assurances ou de la société d'investissement. Pour ce qui est du canal institutionnel, Mackenzie offre des services de gestion de placements aux administrateurs de régimes de retraite, de fondations et d'autres institutions. Mackenzie attire une nouvelle clientèle institutionnelle dans le cadre de ses relations avec des conseillers des secteurs de la gestion et des régimes de retraite.

Les activités de ventes brutes et de rachats dans les comptes de la clientèle institutionnelle et des alliances stratégiques peuvent être plus importantes que celles dans le canal de détail, compte tenu de l'importance relative et de la nature de la relation de distribution liée à ces comptes. Ces comptes font également l'objet d'évaluations continues et d'activités de rééquilibrage qui peuvent entraîner des variations importantes des niveaux de l'actif géré.

Mackenzie jouit d'une position enviable en vue de poursuivre le renforcement de ses relations de distribution grâce à son équipe de professionnels en placements chevronnés, à la force de son réseau de distribution, à sa vaste gamme de produits, à ses produits offerts à des tarifs concurrentiels et à l'importance qu'elle accorde à l'expérience client et à l'excellence de ses placements.

ACTIF GÉRÉ

Un sommaire de la variation de l'actif géré des fonds d'investissement est présenté au tableau 10, et les variations du total de l'actif géré sont résumées au tableau 11.

En octobre 2017, les fonctions de gestion de placements du Groupe Investors et de Mackenzie ont été regroupées pour former une seule organisation de gestion de placements à l'échelle mondiale chapeauté par Mackenzie pour soutenir les deux sociétés. Depuis le 1^{er} octobre 2017, le secteur Mackenzie exclut les mandats de services-conseils en placement des fonds du Groupe Investors et les investissements des fonds communs de placement du Groupe Investors dans les fonds communs de placement de Mackenzie. Ces mandats ne sont plus comptabilisés dans l'actif géré et les ventes nettes du secteur Mackenzie. Pour assurer la comparabilité des résultats, l'actif géré et les ventes nettes de la période précédente ont été ajustés pour exclure ces mandats.

TABLEAU 10 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS D'INVESTISSEMENT – MACKENZIE¹

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2018	31 DÉC. 2017	31 MARS 2017	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2017	31 MARS 2017
Ventes	2 630 \$	2 234 \$	2 861 \$	17,7 %	(8,1) %
Rachats	2 344	2 097	2 785	11,8	(15,8)
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement ²	286	137	76	108,8	276,3
Créations nettes de parts de FNB	715	367	114	94,8	n.s.
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement³	768	477	139	61,0	n.s.
Rendements des placements	(317)	1 850	1 535	n.s.	n.s.
Variation de l'actif, montant net	451	2 327	1 674	(80,6)	(73,1)
Actif au début	56 543	54 216	51 425	4,3	10,0
Actif à la fin	56 994 \$	56 543 \$	53 099 \$	0,8 %	7,3 %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	55 586 \$	55 615 \$	52 934 \$	(0,1) %	5,0 %
FNB	2 004	1 296	234	54,6	n.s.
Fonds d'investissement ⁴	56 994 \$	56 543 \$	53 099 \$	0,8 %	7,3 %
Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement	57 070 \$	55 687 \$	52 330 \$	2,5 %	9,1 %

1. À compter du 1^{er} octobre 2017, le secteur Mackenzie a été redéfini pour exclure de son actif géré et de ses ventes nettes les investissements des fonds communs de placement du Groupe Investors dans les fonds communs de placement de Mackenzie. Ce changement a été appliqué de façon rétrospective afin de présenter des résultats comparables.
2. Au premier trimestre de 2017, des changements à la répartition des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 313 M\$, des rachats de 618 M\$ et des rachats nets de 305 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie.
3. Le total des ventes nettes de fonds d'investissement exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élevaient à 233 M\$ pour le premier trimestre de 2018, à 27 M\$ pour le quatrième trimestre de 2017 et à 51 M\$ pour le premier trimestre de 2017.
4. Exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élevaient à 596 M\$ au 31 mars 2018, à 368 M\$ au 31 décembre 2017 et à 69 M\$ au 31 mars 2017.

Au 31 mars 2018, l'actif géré des fonds d'investissement de Mackenzie s'est établi à 57,0 G\$, un sommet historique pour une fin de trimestre, et le total de l'actif géré s'est chiffré à 65,2 G\$. La variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par l'augmentation ou la diminution de la valeur de marché des titres détenus dans les portefeuilles de placements et par le volume des ventes nettes.

RENDEMENT DES FONDS

Le rendement des placements à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 31 mars 2018, 40,8 %, 48,8 % et 43,4 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la notation attribuée par le service de notation de fonds Morningstar¹. Au 31 mars 2018, 75,2 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie évalués par Morningstar¹ étaient notés trois étoiles ou plus, et 38,9 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués

par Morningstar¹, les proportions étaient de 76,4 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 39,6 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 mars 2018. Ces notations ne s'appliquent pas à la Gamme de fonds Quadrus¹.

MODIFICATIONS À L'OFFRE DE PRODUITS

Mackenzie continue d'élargir sa gamme de produits en créant des solutions de placement améliorées que les conseillers financiers peuvent offrir à leurs clients. En 2018, Mackenzie a lancé un certain nombre de nouveaux produits, a annoncé une nouvelle structure de tarification simplifiée et plus accessible, qui comprend des réductions d'honoraires, et a proposé des fusions afin de rationaliser et de renforcer sa gamme de produits.

Fonds négociés en bourse

L'ajout de fonds négociés en bourse (« FNB ») est venu compléter la gamme riche et novatrice de fonds de Mackenzie et reflète sa vision centrée sur les investisseurs, ainsi que son engagement à fournir aux conseillers et aux investisseurs de nouvelles solutions pour procurer à ces derniers des résultats leur permettant

TABLEAU 11 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – MACKENZIE¹

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2018	31 DÉC. 2017	31 MARS 2017	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2017	31 MARS 2017
Ventes nettes (rachats nets)					
Fonds communs de placement ²	286 \$	137 \$	76 \$	108,8 %	276,3 %
Créations nettes de parts de FNB	715	367	114	94,8	n.s.
Fonds d'investissement ³	768	477	139	61,0	n.s.
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	229	1 080	117	(78,8)	95,7
Total des ventes nettes	997	1 557	256	(36,0)	289,5
Rendements des placements	(345)	2 112	1 739	n.s.	n.s.
Variation de l'actif, montant net	652	3 669	1 995	(82,2)	(67,3)
Actif au début	64 509	60 840	57 657	6,0	11,9
Actif à la fin	65 161 \$	64 509 \$	59 652 \$	1,0 %	9,2 %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	55 586 \$	55 615 \$	52 934 \$	(0,1) %	5,0 %
FNB	2 004	1 296	234	54,6	n.s.
Fonds d'investissement ⁴	56 994	56 543	53 099	0,8	7,3
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	8 167	7 966	6 553	2,5	24,6
Total de l'actif géré	65 161 \$	64 509 \$	59 652 \$	1,0 %	9,2 %
Total de l'actif moyen⁵	65 233 \$	63 029 \$	58 691 \$	3,5 %	11,1 %

- À compter du 1^{er} octobre 2017, le secteur Mackenzie a été redéfini pour exclure de son actif géré et de ses ventes nettes les mandats de conseiller confiés au Groupe Investors et les investissements des fonds communs de placement du Groupe Investors dans les fonds communs de placement de Mackenzie. Ces changements ont été appliqués de façon rétrospective afin de présenter des résultats comparables.
- Au cours du premier trimestre de 2017, des changements à la répartition des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 313 M\$, des rachats de 618 M\$ et des rachats nets de 305 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie.
- Les ventes nettes de fonds d'investissement et le total des ventes nettes excluent les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élèvent à 233 M\$ pour le premier trimestre de 2018, à 27 M\$ pour le quatrième trimestre de 2017 et à 51 M\$ pour le premier trimestre de 2017.
- Exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élèvent à 596 M\$ au 31 mars 2018, à 368 M\$ au 31 décembre 2017 et à 69 M\$ au 31 mars 2017.
- En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds d'investissement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.

d'atteindre leurs objectifs personnels. Ces FNB proposent aux investisseurs une autre option de placement qu'ils peuvent utiliser pour construire des portefeuilles diversifiés à long terme. La gamme actuelle de Mackenzie comprend 28 FNB : 15 FNB actifs et à bêta stratégique lancés en 2016 et en 2017, et 13 nouveaux FNB indiciaires traditionnels lancés au cours du premier trimestre de 2018.

Fonds communs de placement

En 2018, Mackenzie a lancé cinq portefeuilles de fonds négociés en bourse (« FNB ») permettant d'accéder à une gamme complète de FNB Mackenzie. Chaque portefeuille est géré et supervisé de façon professionnelle par l'équipe de répartition de l'actif de Mackenzie et a la capacité d'investir dans des FNB

actifs, des FNB à bêta stratégique et des FNB traditionnels de Mackenzie. Cette nouvelle gamme rend les FNB plus accessibles aux conseillers et aux investisseurs canadiens.

- Portefeuille FNB revenu prudent Mackenzie
- Portefeuille FNB prudent Mackenzie
- Portefeuille FNB équilibré Mackenzie
- Portefeuille FNB croissance modérée Mackenzie
- Portefeuille FNB croissance Mackenzie

Le 28 mars 2018, Mackenzie a annoncé une nouvelle structure de tarification simplifiée et plus accessible pour les investisseurs, laquelle comprend certaines réductions de frais. Pour les investisseurs dans les séries à honoraires, Mackenzie élimine les

séries Patrimoine privé et harmonise les frais en vue d'offrir les mêmes honoraires de gestion et d'administration concurrentiels pour les comptes de toute taille. Pour les investisseurs dans les séries au détail dont la rémunération du courtier est intégrée, Mackenzie simplifie la tarification des séries Patrimoine privé de manière à aligner les honoraires de gestion et d'administration sur ceux des séries à honoraires. À la suite de ces changements, la plupart des investisseurs dans la série F et les séries Patrimoine privé obtiendront des frais moins élevés et aucun investisseur ne connaîtra de hausse de frais. Par ailleurs, les séries Patrimoine privé seront également accessibles à davantage d'investisseurs, grâce à la réduction de l'exigence minimale d'admissibilité à 100 000 \$ par ménage (auparavant 250 000 \$). La structure de tarification réduite et simplifiée sera offerte aux investisseurs le 1^{er} juin 2018.

Toujours le 28 mars 2018, Mackenzie a annoncé 13 fusions proposées de fonds communs de placement afin de rationaliser et de renforcer sa gamme de produits et de permettre aux investisseurs de s'orienter plus facilement dans celle-ci. Les fusions proposées devraient entrer en vigueur le 6 juillet 2018 ou aux environs de cette date, sous réserve de l'approbation des investisseurs.

En mai 2018, Mackenzie a annoncé le lancement à venir du Fonds multistratégie à rendement absolu Mackenzie. Ce Fonds, le premier du genre pour les investisseurs de détail canadiens, met à la disposition des investisseurs des stratégies de placement non conventionnelles au sein d'une structure de fonds communs de placement et offre aux investisseurs de détail une solution à guichet unique. En assurant une diversification au moyen de méthodes nouvelles et différentes, l'objectif du Fonds consiste à intégrer aux portefeuilles des investisseurs une nouvelle composante qui n'est pas corrélée aux marchés, et à réduire la volatilité en tirant parti d'une méthodologie de répartition des risques sophistiquée. Ce Fonds sera géré par les équipes de répartition de l'actif, des placements à revenu fixe et des stratégies systématiques Mackenzie. L'équipe de répartition de l'actif Mackenzie aura recours à de multiples stratégies non traditionnelles, notamment une stratégie de positions acheteur-vendeur sur actions, une stratégie de placement axée sur les occasions dans des titres de crédit et une stratégie macroéconomique mondiale.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2017

Au 31 mars 2018, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 65,2 G\$, en hausse de 9,2 %, comparativement à 59,7 G\$ au 31 mars 2017. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie se chiffraient à 8,2 G\$ au 31 mars 2018, soit une hausse de 24,6 %, par rapport à 6,6 G\$ pour l'exercice précédent.

L'actif géré des fonds d'investissement de Mackenzie se chiffrait à 57,0 G\$ au 31 mars 2018, soit une hausse de 7,3 %, comparativement au 31 mars 2017. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 55,6 G\$ au 31 mars 2018, soit une hausse de 5,0 %, comparativement à 52,9 G\$ au 31 mars 2017. L'actif des FNB de Mackenzie s'élevait à 2,0 G\$ au 31 mars 2018, ce qui comprend des investissements de 596 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie, comparativement à 234 M\$ au 31 mars 2017, ce qui comprenait des investissements de 69 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,6 G\$, soit une baisse de 8,1 %, comparativement à 2,9 G\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 2,3 G\$, soit une baisse de 15,8 % par rapport à l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement pour le trimestre clos le 31 mars 2018 se sont établies à 286 M\$, comparativement à des ventes nettes de 76 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2018, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 715 M\$, ce qui comprend des investissements de 233 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie, comparativement à des créations nettes de parts de FNB de 114 M\$ à l'exercice précédent, ce qui comprenait des investissements de 51 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie. Les ventes nettes de fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevées à 768 M\$, comparativement à des ventes nettes de 139 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement des placements a donné lieu à une diminution de 317 M\$ de l'actif des fonds d'investissement, comparativement à une augmentation de 1,5 G\$ pour l'exercice précédent.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, des changements à la répartition des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 313 M\$, des rachats de 618 M\$ et des rachats nets de 305 M\$. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2018, compte non tenu de ces transactions, les ventes brutes de fonds communs de placement ont augmenté de 3,2 % et les rachats de fonds communs de placement ont augmenté de 8,2 % par rapport à l'exercice précédent et les ventes nettes de fonds communs de placement se sont chiffrées à 286 M\$, comparativement à des ventes nettes de fonds communs de placement de 381 M\$ pour l'exercice précédent.

Les ventes nettes pour le trimestre clos le 31 mars 2018 ont totalisé 997 M\$, comparativement à des ventes nettes de 256 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement des placements a donné lieu à une diminution de 345 M\$ de l'actif, comparativement à une

augmentation de 1,7 G\$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de certains programmes de tierces parties au cours du premier trimestre de 2017, dont il est question précédemment, le total des ventes nettes s'est établi à 997 M\$ au cours du trimestre considéré, comparativement à des rachats nets de 561 M\$ pour l'exercice précédent.

Les rachats de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre clos le 31 mars 2018 se sont chiffrés à 2,2 G\$, comparativement à 2,7 G\$ pour l'exercice précédent. Pour le trimestre clos le 31 mars 2017, compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de certains programmes de tierces parties, les rachats de fonds communs de placement à long terme s'élevaient à 2,1 G\$. Pour le premier trimestre de 2018, le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 16,5 %, comparativement à 21,3 % pour le premier trimestre de 2017. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme, compte non tenu des transactions de rééquilibrage, était de 16,4 % pour le premier trimestre de 2017. Au 31 mars 2018, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme s'établissait à 13,7 %, comparativement à 16,2 % pour l'exercice précédent. Compte non tenu des transactions de rééquilibrage, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds à long terme s'établissait à 13,7 % au 31 mars 2018 et à 14,8 % au 31 mars 2017. Le taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds communs de placement à long terme pour tous les autres membres de l'IFIC s'établissait à environ 15,8 % au 31 mars 2018. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie comprend le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'achat, l'actif à frais d'acquisition différés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition différés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition différés et l'actif à frais modérés et comportant des frais de rachat.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2017

Au 31 mars 2018, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 65,2 G\$, en hausse de 1,0 %, comparativement à 64,5 G\$ au

31 décembre 2017. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie se chiffraient à 8,2 G\$ au 31 mars 2018, soit une hausse de 2,5 %, par rapport à 8,0 G\$ au 31 décembre 2017.

L'actif géré des fonds d'investissement de Mackenzie se chiffrait à 57,0 G\$ au 31 mars 2018, soit une hausse de 0,8 %, comparativement à 56,5 G\$ au 31 décembre 2017. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 55,6 G\$ au 31 mars 2018, soit une baisse de 0,1 %, comparativement à 55,6 G\$ au 31 décembre 2017. L'actif des FNB de Mackenzie s'élevait à 2,0 G\$ au 31 mars 2018, en hausse de 54,6 % par rapport à 1,3 G\$ au 31 décembre 2017. L'actif des FNB comprend des investissements de 596 M\$ et de 368 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie au 31 mars 2018 et au 31 décembre 2017, respectivement.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,6 G\$, soit une hausse de 17,7 % par rapport au quatrième trimestre de 2017. Pour le premier trimestre, les rachats de fonds communs de placement, qui ont totalisé 2,3 G\$, ont augmenté de 11,8 % par rapport au trimestre précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement de Mackenzie pour le trimestre considéré se sont établies à 286 M\$, comparativement à des ventes nettes de 137 M\$ pour le trimestre précédent.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 2,2 G\$, comparativement à 2,0 G\$ au quatrième trimestre de 2017. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 16,5 % pour le trimestre considéré, comparativement à 14,7 % pour le quatrième trimestre de 2017. Les ventes nettes de fonds à long terme pour le trimestre considéré se sont établies à 264 M\$, comparativement à des ventes nettes de 111 M\$ pour le trimestre précédent.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, les créations nettes de parts de FNB de Mackenzie se sont établies à 715 M\$, en hausse de 348 M\$ par rapport au quatrième trimestre de 2017. Pour le trimestre considéré, les créations nettes de parts de FNB comprenaient des investissements de 233 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie, comparativement à 27 M\$ pour le quatrième trimestre.

Les ventes nettes des fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevées à 768 M\$, comparativement à des ventes nettes de 477 M\$ pour le trimestre précédent.

REVUE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR

En octobre 2017, la Société financière IGM Inc. a annoncé que les fonctions de gestion de placements du Groupe Investors et de Placements Mackenzie avaient été regroupées en une seule organisation de gestion de placements à l'échelle mondiale chapeauté par Mackenzie pour soutenir les deux sociétés. Comme il a été expliqué précédemment, à compter du 1^{er} octobre 2017, le secteur Mackenzie exclut les mandats de services-conseils des fonds du Groupe Investors et les investissements des fonds communs de placement du Groupe Investors dans les fonds communs de placement de Mackenzie. Les produits gagnés dans le cadre de ces mandats ne sont plus comptabilisés dans les produits du secteur Mackenzie. Compte tenu de ces changements, le secteur Mackenzie comptabilisera dorénavant sa quote-part des charges de la fonction de gestion de placements, ce qui conviendra mieux au système de gestion interne de communication de l'information financière. L'incidence de ces changements sur le bénéfice du secteur n'est pas importante. Les résultats de la période précédente n'ont pas été retraités.

Le tableau 12 présente le bénéfice avant intérêts et impôt de Mackenzie.

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2017

PRODUITS

La plus grande partie des produits de Mackenzie provient des honoraires de gestion. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de

placement et du type de compte des actifs sous-jacents gérés. Par exemple, les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des mandats à revenu fixe et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle. La majorité de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie est achetée pour des épargnants.

Au sein de la gamme de fonds communs de placement destinés aux épargnants de Mackenzie, certaines séries sont offertes dans le cadre de programmes tarifés de courtiers participants en vertu desquels la rémunération des courtiers pour ces séries est facturée par le courtier directement à un client (principalement des fonds de la série F et de PWF). Comme Mackenzie ne verse pas de rémunération aux courtiers, les honoraires de gestion de ces séries sont moins élevés. Au 31 mars 2018, ces séries représentaient un actif de 7,4 G\$, soit une augmentation de 34,3 % par rapport à l'exercice précédent.

Les honoraires de gestion se sont établis à 175,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018, soit une hausse de 4,1 M\$, ou 2,4 %, comparativement à 171,8 M\$ pour l'exercice précédent. Comme il a été expliqué précédemment, les mandats de services-conseils du Groupe Investors et les investissements des fonds communs de placement du Groupe Investors dans les fonds communs de placement de Mackenzie ont été exclus du secteur Mackenzie à compter du 1^{er} octobre 2017. Après l'ajustement pour exclure les honoraires provenant du Groupe Investors, les honoraires de gestion de la période précédente se sont établis à 167,2 M\$. L'actif géré moyen s'est chiffré à

TABLEAU 12 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – MACKENZIE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2018	31 DÉC. 2017	31 MARS 2017	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2017	31 MARS 2017
Produits					
Honoraires de gestion	175,9 \$	177,4 \$	171,8 \$	(0,8) %	2,4 %
Honoraires d'administration	24,9	25,3	24,4	(1,6)	2,0
Honoraires de distribution	2,1	1,8	2,3	16,7	(8,7)
	202,9	204,5	198,5	(0,8)	2,2
Produits tirés des placements nets et autres produits	(0,2)	3,3	0,1	n.s.	n.s.
	202,7	207,8	198,6	(2,5)	2,1
Charges					
Commissions	9,9	11,1	12,6	(10,8)	(21,4)
Commissions de suivi	65,4	64,6	62,0	1,2	5,5
Charges autres que les commissions	85,8	82,0	82,5	4,6	4,0
	161,1	157,7	157,1	2,2	2,5
Bénéfice avant intérêts et impôt	41,6 \$	50,1 \$	41,5 \$	(17,0) %	0,2 %

65,2 G\$ au cours du trimestre considéré, comparativement à 58,7 G\$ pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 11,1 %. Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie au cours du trimestre considéré s'est établi à 109,4 points de base, comparativement à 115,5 points de base en 2017, après l'ajustement pour exclure les honoraires provenant des fonds du Groupe Investors. La diminution du taux moyen des honoraires de gestion au trimestre considéré est attribuable à une modification de la composition de l'actif géré, notamment l'incidence de l'accroissement de la proportion de produits à tarification autre que de détail et de la série F, l'incidence du transfert automatique des investisseurs admissibles aux séries Patrimoine privé, ainsi qu'une augmentation de 24,6 % des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes dont les marges sont moins élevées.

Mackenzie tire des honoraires d'administration principalement de la prestation de services à l'égard de ses fonds d'investissement. Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 24,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018, soit une hausse de 0,5 M\$, ou 2,0 %, comparativement à 24,4 M\$ à l'exercice précédent.

Mackenzie perçoit des produits tirés des honoraires de distribution sur les rachats d'actifs de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais modérés. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais d'acquisition différés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour s'établir à zéro après sept ans. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais modérés s'établissent entre 2,0 % et 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour atteindre zéro après deux ou trois ans, selon l'option d'achat. Les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 2,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018, comparativement à 2,3 M\$ pour l'exercice précédent.

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe le rendement des placements lié aux placements de Mackenzie dans ses fonds exclusifs. Ces investissements sont généralement effectués lors du lancement d'un fonds et sont vendus dans le cadre des souscriptions par des tiers investisseurs. Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à (0,2) M\$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2018, comparativement à 0,1 M\$ pour l'exercice précédent.

CHARGES

Les charges de Mackenzie se sont élevées à 161,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018, ce qui représente une hausse de 4,0 M\$, ou 2,5 %, par rapport à 157,1 M\$ en 2017.

Mackenzie verse des commissions de vente aux courtiers qui vendent ses fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais modérés. Avant le 1^{er} janvier 2018, les

commissions versées à la vente de fonds communs de placement étaient inscrites à l'actif et amorties sur une période maximale de sept ans. À compter du 1^{er} janvier 2018, par suite de l'adoption d'IFRS 15, les commissions versées sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées.

La charge liée aux commissions s'est chiffrée à 9,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018, comparativement à 12,6 M\$ pour l'exercice précédent. Cette diminution est liée à la baisse des commissions en trésorerie versées passées en charges au cours du trimestre considéré, par rapport à l'amortissement des commissions en 2017, lesquelles avaient été inscrites à l'actif et amorties avant la mise en œuvre d'IFRS 15.

Les commissions de suivi versées aux courtiers s'appliquent à certaines catégories de fonds communs de placement destinés aux épargnants et sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement. Elles varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'achat, des frais d'acquisition différés ou des frais modérés. Les commissions de suivi se sont établies à 65,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018, soit une hausse de 3,4 M\$, ou 5,5 %, par rapport à 62,0 M\$ pour l'exercice précédent. La hausse des commissions de suivi au cours du trimestre clos le 31 mars 2018 découle de la hausse de l'actif moyen des fonds communs de placement d'une période à l'autre, contrebalancée en partie par un recul du taux effectif des commissions de suivi. Les commissions de suivi, en tant que pourcentage de l'actif géré moyen des fonds communs de placement, se sont chiffrées à 46,8 points de base pour le trimestre clos le 31 mars 2018, comparativement à 47,5 points de base pour le trimestre clos le 31 mars 2017. Cette baisse est attribuable à une modification de la composition de l'actif des fonds communs de placement, qui est désormais orientée vers des séries de fonds communs de placement qui ne versent pas de commissions de suivi.

Les charges autres que les commissions sont engagées par Mackenzie relativement à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de son actif géré. Les charges autres que les commissions ont totalisé 85,8 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018, soit une hausse de 3,3 M\$, ou 4,0 %, par rapport à 82,5 M\$ en 2017.

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2017

PRODUITS

Les produits de Mackenzie se sont élevés à 202,7 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 5,1 M\$, ou 2,5 %, par rapport à 207,8 M\$ au quatrième trimestre.

Les honoraires de gestion se sont élevés à 175,9 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 1,5 M\$, ou 0,8 %, par rapport

à 177,4 M\$ au quatrième trimestre. Les facteurs suivants ont contribué à cette diminution nette :

- La moyenne de l'actif géré s'est établie à 65,2 G\$ pour le trimestre considéré, une hausse de 3,5 % comparativement à 63,0 G\$ au trimestre précédent.
- Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 109,4 points de base pour le trimestre considéré, comparativement à 111,6 points de base au quatrième trimestre.
- Le premier trimestre de 2018 comptait deux jours civils de moins que le quatrième trimestre de 2017, ce qui a donné lieu à une baisse de 3,9 M\$.

Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 24,9 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 0,4 M\$, ou 1,6 %, par rapport à 25,3 M\$ au trimestre précédent.

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe le rendement des placements lié aux placements de Mackenzie dans ses fonds exclusifs. Les produits tirés des placements nets et autres produits étaient de (0,2) M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 3,3 M\$ au quatrième trimestre.

CHARGES

Les charges de Mackenzie se sont chiffrées à 161,1 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 3,4 M\$, ou 2,2 %, par rapport à 157,7 M\$ au quatrième trimestre.

La charge liée aux commissions, qui découle de l'amortissement des commissions de vente, s'est chiffrée à 9,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018, en baisse de 10,8 % par rapport au quatrième trimestre. Cette diminution est principalement liée à la baisse des commissions en trésorerie versées passées en charges au cours du trimestre considéré, par rapport à l'amortissement des commissions au trimestre précédent, lesquelles avaient été inscrites à l'actif et amorties avant la mise en œuvre d'IFRS 15.

Les commissions de suivi se sont établies à 65,4 M\$ pour le trimestre considéré, ce qui représente une augmentation de 0,8 M\$, ou 1,2 %, comparativement à 64,6 M\$ au quatrième trimestre. La variation des commissions de suivi reflète l'augmentation de 1,8 % de l'actif géré moyen des fonds communs de placement d'une période à l'autre, contrebalancée en partie par un recul du taux effectif des commissions de suivi. Le taux effectif des commissions de suivi représentait 46,8 points de base pour le trimestre considéré, comparativement à 47,0 points de base au quatrième trimestre.

Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 85,8 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 82,0 M\$ au quatrième trimestre. La hausse est en partie liée au caractère saisonnier de certaines charges qui sont habituellement engagées au premier trimestre.

ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES

REVUE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR

Le secteur Activités internes et autres comprend les produits tirés des placements nets non attribués aux secteurs Groupe Investors ou Mackenzie, la quote-part du résultat de ses entreprises associées, Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco ») et China Asset Management Co., Ltd. (« China AMC »), revenant à la Société, les résultats d'exploitation d'Investment Planning Counsel Inc., les autres produits, ainsi que les écritures d'élimination à la consolidation.

L'investissement de la Société dans China AMC a été finalisé le 31 août 2017.

La Société a également investi des montants dans Personal Capital Corporation, Wealthsimple Financial Corporation et Portag3 Ventures LP.

Le tableau 13 présente le bénéfice avant intérêts et impôt du secteur Activités internes et autres.

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2017

La quote-part du résultat des entreprises associées a augmenté de 10,0 M\$ au premier trimestre de 2018 par rapport à 2017. Ce résultat reflète le bénéfice en capitaux propres provenant

de Lifeco pour les deux périodes considérées et de China AMC en 2018, ce dont il est question dans la rubrique intitulée « Situation financière consolidée » du présent rapport de gestion. Les produits tirés des placements nets et autres produits ont augmenté pour s'établir à 4,0 M\$ au premier trimestre de 2018, comparativement à 1,7 M\$ en 2017.

Le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 1,3 M\$ au premier trimestre de 2018 par rapport au trimestre correspondant de 2017.

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2018 PAR RAPPORT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2017

La quote-part du résultat des entreprises associées s'est établie à 38,0 M\$ au premier trimestre de 2018, en hausse de 1,1 M\$ par rapport au quatrième trimestre de 2017. Les produits tirés des placements nets et autres produits ont augmenté pour s'établir à 4,0 M\$ pour le premier trimestre de 2018, comparativement à 0,2 M\$ au quatrième trimestre.

Le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a diminué de 2,1 M\$ au premier trimestre de 2018 par rapport au trimestre précédent.

TABLEAU 13 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2018	31 DÉC. 2017	31 MARS 2017	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2017	31 MARS 2017
Produits					
Produits tirés des honoraires	72,4 \$	72,4 \$	65,3 \$	– %	10,9 %
Produits tirés des placements nets et autres produits	4,0	0,2	1,7	n.s.	135,3
Quote-part du résultat des entreprises associées	38,0	36,9	28,0	3,0	35,7
	114,4	109,5	95,0	4,5	20,4
Charges					
Commissions	46,0	46,7	45,1	(1,5)	2,0
Charges autres que les commissions	22,6	19,5	16,7	15,9	35,3
	68,6	66,2	61,8	3,6	11,0
Bénéfice avant intérêts et impôt	45,8 \$	43,3 \$	33,2 \$	5,8 %	38,0 %

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Le total de l'actif de la Société financière IGM s'établissait à 15,7 G\$ au 31 mars 2018, comparativement à 16,5 G\$ au 31 décembre 2017.

TITRES

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 14.

Par suite de l'adoption d'IFRS 9 (note 2 des états financiers intermédiaires), des titres disponibles à la vente de 19,9 M\$ ont été reclassés à la juste valeur par le biais du résultat net et la Société a choisi de classer des titres de 262,8 M\$ à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les profits et les pertes sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans les autres éléments du bénéfice global.

Investissements d'entreprise

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Personal Capital Corporation (« Personal Capital »), dans Wealthsimple Financial Corporation (« Wealthsimple ») et dans Portag3 Ventures LP (« Portag3 »).

Au premier trimestre de 2018, la Société a accru son investissement d'un montant total de 45,0 M\$ dans Wealthsimple, ce qui comprend la conversion du prêt de 15,0 M\$ en capitaux propres.

JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les titres de capitaux propres et les fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Certains fonds d'investissement exclusifs sont consolidés lorsque la Société a évalué qu'elle contrôle le fonds d'investissement. Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

PRÊTS

La composition du portefeuille de prêts de la Société est présentée au tableau 15.

Les prêts comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et représentaient 50,2 % du total de l'actif au 31 mars 2018, comparativement à 47,6 % au 31 décembre 2017.

Les prêts évalués au coût amorti sont principalement composés de prêts hypothécaires résidentiels vendus à des programmes de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres émis à l'intention des investisseurs. Au 31 mars 2018, un passif correspondant de 7,6 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, soit un montant inchangé par rapport au 31 décembre 2017.

Les prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont des prêts hypothécaires résidentiels détenus temporairement par la Société en attendant d'être vendus. À la suite de l'adoption

TABLEAU 14 : TITRES

(en M\$)	31 MARS 2018		31 DÉCEMBRE 2017	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
Disponibles à la vente				
Investissements d'entreprise	s.o. \$	s.o. \$	215,0 \$	262,8 \$
Fonds d'investissement exclusifs	s.o.	s.o.	19,6	19,9
	s.o.	s.o.	234,6	282,7
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Investissements d'entreprise	262,2	306,8	s.o.	s.o.
À la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres de capitaux propres	18,4	17,3	17,1	17,1
Fonds d'investissement exclusifs	97,8	97,8	79,6	79,9
	116,2	115,1	96,7	97,0
	378,4 \$	421,9 \$	331,3 \$	379,7 \$

TABLEAU 15 : PRÊTS

<i>(en M\$)</i>	31 MARS 2018	31 DÉCEMBRE 2017
Coût amorti	7 869,3 \$	7 564,0 \$
Moins : Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	0,8	0,8
	7 868,5	7 563,2
À la juste valeur par le biais du résultat net	14,8	286,7
	7 883,3 \$	7 849,9 \$

d'IFRS 9, une tranche de 282,6 M\$ des prêts de 286,7 M\$ détenus à des fins de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net ont été reclassés en tant que prêts évalués au coût amorti.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par le Groupe Investors sont principalement financés par les ventes à des tiers, services de gestion inclus, notamment des programmes de titrisation commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») ou des banques canadiennes. Le Groupe Investors gère des prêts hypothécaires résidentiels chiffrés à 13,2 G\$, dont une tranche de 2,5 G\$ est montée par les filiales de Lifeco.

ACCORDS DE TITRISATION

Par l'entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus à des fiduciaires de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la SCHL et par l'entremise du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques canadiennes. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit et du risque de remboursement anticipé associés aux actifs transférés. Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés de la Société est limité grâce à l'assurance. En vertu des IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété. Puisque la Société a conservé le risque de remboursement anticipé, de même que certains éléments du risque de crédit associés à ses transactions de titrisation par l'entremise des Programmes OHC et de PCAA, celles-ci sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit :

i) les prêts hypothécaires et les obligations correspondantes sont comptabilisés au coût amorti, puis les produits d'intérêts et les charges d'intérêts, établis au moyen de la méthode du

taux d'intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires ; ii) les composantes des swaps conclus en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé du prêt hypothécaire, sont comptabilisées à la juste valeur ; iii) les réserves en trésorerie détenues conformément au Programme de PCAA sont comptabilisées au coût amorti.

Au premier trimestre de 2018, la Société a titrisé des prêts par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, générant un produit en trésorerie de 369,4 M\$, comparativement à 323,2 M\$ en 2017. La rubrique « Risque financier » du présent rapport de gestion et la note 5 des états financiers intermédiaires contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société, y compris les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement connexes de la Société.

PARTICIPATION DANS DES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES GREAT-WEST LIFECO INC. (« LIFECO »)

Au 31 mars 2018, la Société détenait une participation de 4 % dans Lifeco. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de la Corporation Financière Power.

Le placement de la Société financière IGM dans Lifeco est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, puisque la Société exerce une influence notable. La quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société est constatée au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans le secteur à présenter Activités internes et autres (se reporter aux tableaux 2 et 3). La variation de la valeur comptable pour le trimestre clos le 31 mars 2018, par rapport à 2017, est présentée dans le tableau 16.

CHINA ASSET MANAGEMENT CO., LTD. (« CHINA AMC »)

Fondée en 1998 et l'une des premières sociétés de gestion de fonds de placement en Chine, China AMC s'est taillé et maintient une position de chef de file dans le secteur chinois de la gestion d'actifs.

TABLEAU 16 : PARTICIPATION DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)			31 MARS 2018	31 DÉCEMBRE 2017
	LIFECO	CHINA AMC	TOTAL	TOTAL
Valeur comptable au début				
Données présentées antérieurement	903,1 \$	647,9 \$	1 551,0 \$	888,9 \$
Changement de méthode comptable (IFRS 15)	(1,7)	–	(1,7)	–
	901,4	647,9	1 549,3	888,9
Quote-part du bénéfice	30,3	7,8	38,1	28,0
Dividendes reçus	(15,5)	–	(15,5)	(14,6)
Quote-part des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	5,8	38,8	44,6	9,0
Valeur comptable à la fin	922,0 \$	694,5 \$	1 616,5 \$	911,3 \$

L'actif géré total de China AMC, compte non tenu de l'actif géré des filiales, s'élevait à 869,6 milliards de yuans (167,9 G\$) au 31 décembre 2017, soit une hausse de 4,0 % (hausse en dollars canadiens de 5,0 %) par rapport à 836,4 milliards de yuans (159,9 G\$) au 30 juin 2017.

La participation de 13,9 % de la Société dans China AMC est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence

puisque la Société exerce une influence notable. La quote-part du résultat de China AMC revenant à la Société est constatée au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans le secteur à présenter Activités internes et autres (se reporter aux tableaux 2 et 3). La variation de la valeur comptable pour le trimestre clos le 31 mars 2018 est présentée dans le tableau 16.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT CONSOLIDÉES

SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 778,2 M\$ au 31 mars 2018, comparativement à 966,8 M\$ au 31 décembre 2017. La trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités de dépôt de la Société totalisaient 2,4 M\$ au 31 mars 2018, comparativement à 3,3 M\$ au 31 décembre 2017, comme l'illustre le tableau 17.

Le fonds de roulement totalisait 560,0 M\$ au 31 mars 2018, comparativement à 786,1 M\$ au 31 décembre 2017 et à 1 021,8 M\$ au 31 mars 2017. Le fonds de roulement exclut les activités de dépôt de la Société. La diminution au premier trimestre est principalement attribuable à l'adoption d'IFRS 9 qui comprend le reclassement dans les actifs non courants de certains prêts qui étaient comptabilisés dans les actifs courants.

Le fonds de roulement est utilisé aux fins suivantes :

- Le financement des activités continues, y compris le financement des commissions de vente.
- Le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.
- Le paiement d'intérêts et de dividendes relatif à la dette à long terme et aux actions privilégiées.
- Le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées.
- Le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation.
- Le financement du rachat d'actions ordinaires lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements avant les commissions de vente (le « BAIIA avant les commissions de vente ») a totalisé

333,2 M\$ pour le premier trimestre de 2018, comparativement à 324,6 M\$ pour le premier trimestre de 2017 et à 353,8 \$ pour le quatrième trimestre de 2017. Le BAIIA avant les commissions de vente exclut l'incidence à la fois des commissions de vente versées et de l'amortissement des commissions (se reporter au tableau 1).

Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente (le « BAIIA après les commissions de vente ») a totalisé 270,9 M\$ pour le premier trimestre de 2018, comparativement à 243,2 M\$ pour le premier trimestre de 2017 et à 290,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2017. Le BAIIA après les commissions de vente exclut l'incidence de l'amortissement des commissions (se reporter au tableau 1).

Se reporter à la rubrique « Risque financier » du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque de liquidité et de financement et à la façon dont elle gère ce risque.

FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau 18, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers intermédiaires pour le trimestre clos le 31 mars 2018. Au premier trimestre de 2018, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 188,6 M\$, comparativement à une augmentation de 591,9 M\$ en 2017.

Les activités d'exploitation, avant les commissions versées, ont généré 146,0 M\$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2018, comparativement à 198,1 M\$ en 2017. Les commissions en trésorerie versées se sont chiffrées à 16,3 M\$ en 2018, comparativement à 81,4 M\$ en 2017. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, déduction faite des commissions versées, se sont établis à 129,7 M\$ en 2018, comparativement à 116,7 M\$ en 2017.

TABLEAU 17 : ACTIVITÉS DE DÉPÔT – SITUATION FINANCIÈRE

<i>(en M\$)</i>	31 MARS 2018	31 DÉC. 2017	31 MARS 2017
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2,4 \$	3,3 \$	2,3 \$
Fonds de clients déposés	454,8	489,6	431,5
Débiteurs et autres montants à recevoir	4,2	0,8	1,6
Prêts	22,5	21,7	26,7
Total de l'actif	483,9 \$	515,4 \$	462,1 \$
Passif et capitaux propres			
Passif lié aux dépôts	473,1 \$	505,0 \$	451,3 \$
Autres passifs	0,5	0,5	0,5
Capitaux propres	10,3	9,9	10,3
Total du passif et des capitaux propres	483,9 \$	515,4 \$	462,1 \$

TABLEAU 18 : FLUX DE TRÉSORERIE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2018	31 MARS 2017	VARIATION (%)
Activités d'exploitation			
Avant versement des commissions de vente inscrites à l'actif	146,0 \$	198,1 \$	(26,3) %
Commissions de vente inscrites à l'actif versées	(16,3)	(81,4)	80,0
Déduction faite des commissions versées	129,7	116,7	11,1
Activités de financement	(280,2)	391,1	n.s.
Activités d'investissement	(38,1)	84,1	n.s.
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(188,6)	591,9	n.s.
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	966,8	611,0	58,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	778,2 \$	1 202,9 \$	(35,3) %

Les activités de financement au cours du trimestre clos le 31 mars 2018 par rapport à 2017 avaient trait à ce qui suit :

- Une augmentation nette de 2,3 M\$ en 2018 relative aux obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à une diminution nette de 74,0 M\$ en 2017.
- Le paiement de débetures de 150,0 M\$ au premier trimestre de 2018.
- L'émission de débetures de 600,0 M\$ au premier trimestre de 2017.
- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 2,2 M\$ en 2018, soit le même montant qu'en 2017.
- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 135,4 M\$ en 2018, comparativement à 135,3 M\$ en 2017.

Les activités d'investissement au cours du trimestre clos le 31 mars 2018 par rapport à 2017 avaient principalement trait à ce qui suit :

- L'achat de titres totalisant 50,2 M\$ et le produit de 25,8 M\$ de la vente de titres en 2018, comparativement à 27,0 M\$ et à 25,5 M\$, respectivement, en 2017. L'achat de titres comprend un investissement additionnel de 30,0 M\$ dans Wealthsimple au premier trimestre de 2018.
- Une diminution nette des prêts de 13,9 M\$ en 2018, comparativement à une diminution nette de 99,6 M\$ en 2017, principalement liée aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.
- La trésorerie nette affectée aux entrées aux immobilisations incorporelles et aux acquisitions s'est établie à 23,1 M\$ en 2018, comparativement à 7,9 M\$ en 2017.

SOURCES DE FINANCEMENT

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant

en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme, les actions privilégiées perpétuelles et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, lesquels totalisaient 6,5 G\$ au 31 mars 2018, comparativement à 7,0 G\$ au 31 décembre 2017. La réduction des capitaux propres au cours du trimestre était principalement attribuable à l'adoption d'IFRS 15 qui a entraîné un ajustement des bénéfices non distribués d'ouverture de 514,6 M\$ au cours du trimestre. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire aux besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers de fonds communs de placement, les courtiers sur le marché non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 2 025,0 M\$ au 31 mars 2018, comparativement à 2 175,0 M\$ au 31 décembre 2017. La diminution de 150,0 M\$ est liée aux débetures à 6,58 % de la Société, qui sont arrivées à échéance et ont été remboursées le 7 mars 2018. La dette à long terme comprend des débetures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société

comportant des clauses restrictives standards, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

Les actions privilégiées perpétuelles, chiffrées à 150 M\$ au 31 mars 2018, demeurent inchangées par rapport au 31 décembre 2017.

La Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 20 mars 2017, qui était en vigueur jusqu'au 19 mars 2018, visant l'achat d'un maximum de 5 % de ses actions ordinaires pour atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Société et à d'autres fins de gestion du capital. La Société n'a acheté aucune action ordinaire en 2017 et en 2018 (se reporter à la note 9 des états financiers intermédiaires).

En 2018, les autres activités comprennent la déclaration de dividendes de 2,2 M\$ sur actions privilégiées perpétuelles, ou 0,36875 \$ par action, et de dividendes de 135,5 M\$ sur actions ordinaires, ou 0,5625 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

La notation actuelle attribuée par Standard & Poor's (« S&P ») aux débetures non garanties de premier rang de la Société est de « A » avec une perspective stable. La notation attribuée par Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») aux débetures non garanties de premier rang de la Société est de « A (élevée) », avec une tendance stable.

Les notations de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis seront faits ainsi que la capacité d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation. Les descriptions des catégories de notations de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites web de chacune de ces agences.

Ces notations ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se peut que les notations ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation peuvent réviser ces notations ou les retirer à quelque moment que ce soit.

La notation « A » attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par S&P correspond à la sixième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Cette notation indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations, mais que l'obligation est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les obligations mieux notées.

La notation « A (élevée) », qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par DBRS, correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 26 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Selon l'échelle de notation à long terme de DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la notation « A (élevée) » sont de bonne qualité et la capacité de paiement des obligations financières est considérée comme solide. Bien qu'il s'agisse d'une bonne notation, les entreprises qui l'obtiennent pourraient être plus vulnérables à des événements futurs, mais les facteurs négatifs potentiellement déclencheurs sont considérés comme surmontables.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau 19 présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer et certains autres passifs financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- Les titres ainsi que les autres actifs et passifs financiers sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.
- Les prêts classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires, particulièrement les taux d'emprunt offerts par les établissements financiers en ce qui a trait aux prêts de détail.
- Les prêts classés dans les prêts et créances sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.
- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.
- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.

TABLEAU 19 : INSTRUMENTS FINANCIERS

(en M\$)	31 MARS 2018		31 DÉCEMBRE 2017	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Titres				
– À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	306,8 \$	306,8 \$	s.o. \$	s.o. \$
– Disponibles à la vente	s.o.	s.o.	282,7	282,7
– À la juste valeur par le biais du résultat net	115,1	115,1	97,0	97,0
Prêts				
– À la juste valeur par le biais du résultat net	14,8	14,8	286,7	286,7
Instruments financiers dérivés	28,4	28,4	35,7	35,7
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Prêts				
– Prêts et créances	7 868,5	7 879,9	7 563,2	7 675,5
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Instruments financiers dérivés	34,0	34,0	28,4	28,4
Autres passifs financiers	9,9	9,9	9,3	9,3
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Dépôts et certificats	473,1	473,5	505,0	505,5
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	7 604,2	7 651,0	7 596,0	7 657,8
Dettes à long terme	2 025,0	2 315,2	2 175,0	2 470,2

- La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 14 des états financiers intermédiaires, qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2018.

GESTION DES RISQUES

La Société est exposée à divers risques inhérents à la nature de ses activités. Son succès continu repose sur sa capacité à gérer ces risques. La Société met l'accent sur une solide culture de gestion des risques et sur la mise en œuvre d'une approche efficace en la matière. L'approche de gestion des risques repose sur la coordination des mesures de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise et de ses unités d'exploitation de même qu'elle vise à assurer la prise de risques prudents et mesurés afin de parvenir à un équilibre adéquat entre les risques et le rendement. La protection et l'amélioration de notre réputation sont fondamentales à notre programme de gestion des risques d'entreprise.

CADRE DE GESTION DES RISQUES

L'approche en matière de gestion des risques de la Société est assujettie au cadre de gestion des risques d'entreprise (« GRE »), qui comporte cinq principaux éléments : la gouvernance du risque, l'appétit pour le risque, les principes en matière de risque, un processus défini de gestion du risque et une culture de gestion du risque. Le cadre de GRE est élaboré conformément à la politique de GRE de la Société, laquelle est approuvée par le comité de gestion des risques.

GOVERNANCE DU RISQUE

La structure de gouvernance du risque de la Société privilégie le maintien d'un cadre cohérent et exhaustif dans l'ensemble de la Société et de ses filiales, lequel détermine les responsables de la gestion des risques dans chacune des unités d'exploitation et prévoit un suivi par un comité exécutif de gestion des risques relevant du comité de direction. Une surveillance supplémentaire est assurée par la Division de gestion des risques d'entreprise (« GRE »), les groupes de conformité au niveau de l'entreprise et de la distribution et le service d'audit interne de la Société.

Le conseil d'administration supervise la gestion des risques et s'acquitte de ce mandat principalement par l'intermédiaire des comités suivants :

- Le comité de direction est responsable d'assurer la surveillance de la gestion des risques d'entreprise : i) en s'assurant que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques et de définir la tolérance au risque; ii) en s'assurant que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques; iii) en examinant régulièrement le processus de gestion des risques pour vérifier s'il fonctionne efficacement.
- Le comité des stratégies de placement supervise la gestion des risques financiers auxquels est exposée la Société, soit le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité et de financement : i) en s'assurant que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques financiers conformément au niveau de tolérance; ii) en contrôlant la mise en œuvre et le maintien des politiques,

procédures et contrôles appropriés en vue de gérer les risques financiers, iii) en examinant régulièrement le processus de gestion des risques financiers pour s'assurer qu'il fonctionne efficacement.

- Le comité d'audit assume des responsabilités particulières de surveillance des risques ayant trait aux informations financières à fournir, aux contrôles internes et à l'environnement de contrôle, ainsi qu'aux activités de conformité de la Société.
- Les comités qui suivent ont des responsabilités particulières liées à la surveillance des risques : i) le comité de rémunération, qui supervise les politiques et les pratiques de rémunération; ii) le comité de gouvernance et des candidatures, qui supervise les pratiques liées à la gouvernance d'entreprise; iii) le comité des entités reliées et de révision, qui supervise les conflits d'intérêts ainsi que l'administration du code de conduite professionnelle et de déontologie à l'attention des administrateurs, des dirigeants et des employés (code de conduite).

La surveillance de la direction en ce qui a trait à la gestion des risques revient au comité exécutif de gestion des risques, qui est constitué du président et chef de la direction de la Société financière IGM et du Groupe Investors, du président et chef de la direction de Placements Mackenzie, du chef des services financiers ainsi que du chef du contentieux et du chef de la conformité. Le comité est responsable de la surveillance du processus de gestion des risques de la Société : i) en élaborant le cadre et les politiques de risque et en assurant le maintien; ii) en définissant l'appétit pour le risque de la Société; iii) en s'assurant que le profil de risque de la Société et ses processus d'évaluation sont conformes à la stratégie et à l'appétit pour le risque de la Société; iv) en montrant l'exemple et en promouvant une culture solide de gestion des risques.

Les chefs de la direction des sociétés en exploitation ont la responsabilité globale de la surveillance de la gestion des risques dans leurs sociétés respectives.

La Société a réparti la responsabilité de la gestion des risques en se servant du modèle comportant trois lignes de défense, en vertu duquel la première ligne de défense représente les unités d'exploitation qui assument la principale responsabilité de la gestion des risques, appuyée par les fonctions de gestion des risques de la deuxième ligne et une fonction d'audit de la troisième ligne en charge de la vérification et de la validation de la conception et de l'efficacité du cadre de GRE.

Première ligne de défense

La responsabilité de la gestion constante des risques revient principalement aux dirigeants des diverses unités d'exploitation et fonctions de soutien en ce qui a trait à leurs activités respectives. Les responsabilités des dirigeants d'unités d'exploitation et de fonctions de soutien comprennent notamment ce qui suit : i) établir et assurer le respect des procédures de détection, d'évaluation, de consignation et de communication ascendante

des risques; ii) mettre en œuvre des activités de contrôle visant à atténuer les risques; iii) cibler les occasions de réduire ou de transférer les risques; iv) harmoniser les stratégies d'exploitation et d'affaires avec la culture de risque et l'appétit pour le risque de l'entreprise, tels qu'ils ont été établis par le comité de gestion des risques.

Deuxième ligne de défense

La Division de gestion des risques d'entreprise (« GRE ») assure la surveillance et l'analyse du niveau de risque défini en fonction de l'appétit pour le risque visant toutes les activités de la Société, de même que la présentation de l'information à cet égard au comité de gestion des risques. Elle est également responsable de ce qui suit : i) élaborer et maintenir le programme et le cadre de gestion des risques d'entreprise; ii) gérer le processus de gestion des risques d'entreprise; iii) fournir des lignes directrices et de la formation aux dirigeants des unités d'exploitation et fonctions de soutien.

La Société compte un certain nombre de comités constitués de dirigeants chevronnés qui assurent la surveillance de risques d'entreprise précis, notamment le comité de gestion des risques financiers et les comités de gestion du risque opérationnel. Ces comités procèdent à un examen critique des évaluations des risques, des pratiques de gestion des risques et des plans d'intervention face aux risques élaborés par les unités d'exploitation et les fonctions de soutien.

Les groupes de conformité de l'entreprise de la Société assument d'autres responsabilités de surveillance; ils sont notamment chargés d'assurer la conformité aux politiques, aux lois et aux règlements.

Troisième ligne de défense

Le service d'audit interne constitue la troisième ligne de défense et fournit l'assurance indépendante à la haute direction et au conseil d'administration que les politiques, les processus et les pratiques de gestion des risques sont efficaces.

APPÉTIT POUR LE RISQUE ET PRINCIPES EN MATIÈRE DE RISQUE

Le comité de gestion des risques détermine l'appétit de la Société pour divers types de risque au moyen du cadre de gestion lié à l'appétit pour le risque. Conformément à ce cadre, un des quatre niveaux d'appétit pour le risque est attribué à chaque type de risque et activité de la Société. Ces niveaux d'appétit pour le risque varient entre un niveau où la Société a un appétit nul pour le risque et cherche à réduire au minimum toute perte, et un niveau où elle accepte volontiers d'être exposée, mais s'assure néanmoins que les risques sont bien compris et gérés. Ces niveaux d'appétit guident nos unités d'exploitation à mesure qu'elles entreprennent des activités et leur fournissent de l'information à l'égard de l'établissement de politiques, de limites, de contrôles et d'activités de transferts des risques.

Un énoncé relatif à l'appétit pour le risque et des principes en matière de risque fournissent des indications supplémentaires aux dirigeants et aux employés lorsqu'ils entreprennent des activités de gestion des risques. L'énoncé relatif à l'appétit pour le risque a d'abord pour objet de protéger la réputation et la marque de la Société, d'assurer une souplesse financière et de mettre l'accent sur l'atténuation du risque opérationnel.

PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

Le processus de gestion des risques de la Société est conçu pour favoriser :

- une évaluation continue des risques et de la tolérance à ceux-ci dans un contexte opérationnel en évolution.
- une détection et une compréhension adéquates des risques existants et émergents ainsi que des mesures d'intervention face aux risques.
- une surveillance et une communication ascendante des risques en temps opportun en fonction des changements dans les circonstances.

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société d'atteindre ses objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence au moyen du processus de gestion continue des risques de la Société.

Nous avons recours à une méthodologie identique dans l'ensemble de nos organisations et de nos unités d'exploitation pour détecter et évaluer les risques. Les risques sont évalués par une évaluation de la probabilité qu'ils surviennent et de l'incidence que cela aurait, compte tenu des contrôles et des activités de transfert des risques. Les résultats de ces évaluations sont ensuite comparés à notre appétit pour le risque et à notre tolérance au risque, et des mesures peuvent être mises en œuvre afin d'ajuster le profil de risque.

Les évaluations des risques sont supervisées et révisées sur une base continue par les unités d'exploitation et par des organes de surveillance, comme la Division de GRE, qui maintient et coordonne la communication et la consultation afin de favoriser une gestion et une communication ascendante efficaces des risques. La Division de GRE présente sur une base régulière des rapports sur les résultats des évaluations des risques ainsi que sur le processus d'évaluation au comité de gestion des risques et au comité de direction du conseil d'administration.

CULTURE DE GESTION DES RISQUES

La gestion des risques est la responsabilité de chacun au sein de la Société. La Division de GRE organise des ateliers pour toutes les unités d'exploitation afin de favoriser la sensibilisation à notre cadre de gestion des risques, et d'encourager son intégration dans nos activités.

Nous avons mis en œuvre un processus de planification des affaires qui vient renforcer notre culture de gestion des risques.

Nos programmes de rémunération sont généralement fondés sur des objectifs, et ils n'encouragent ni ne récompensent la prise de risque excessive ou inappropriée, étant souvent axés plus particulièrement sur les objectifs de gestion des risques.

Notre programme de gestion des risques met l'accent sur l'intégrité, les pratiques éthiques, la gestion responsable et la prise de risques mesurés dans une perspective à long terme. Notre code de conduite tient compte de nos normes d'intégrité et de déontologie et s'applique aux administrateurs, aux dirigeants et aux employés.

PRINCIPAUX RISQUES DE L'ENTREPRISE

La Société identifie les risques auxquels ses secteurs opérationnels et ses activités pourraient être exposés en tenant compte de facteurs internes et externes à l'organisation. Ces risques peuvent être répartis en six catégories.

1) RISQUE FINANCIER

RISQUE DE LIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT

Le risque de liquidité et de financement correspond au risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance.

Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent :

- la gestion des actifs liquides et des marges de crédit de sorte qu'ils satisferont les besoins de liquidités à court terme.
- le maintien de contrôles efficaces à l'égard des processus de gestion des liquidités.
- la présentation de prévisions à l'égard des liquidités et l'exécution de simulations de crise, sur une base régulière.
- l'évaluation sur une base régulière de la conjoncture des marchés financiers et de la capacité de la Société à obtenir du financement provenant des banques et des marchés financiers.
- la diversification et l'augmentation des sources de financement de prêts hypothécaires à long terme.
- la supervision de la gestion des liquidités par le comité de gestion des risques financiers, un comité composé de dirigeants dans le secteur de la finance, et par le comité des stratégies de placement du conseil d'administration.

Le financement des commissions versées à la vente de fonds communs de placement constitue une exigence clé en matière de financement pour la Société. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement continuent d'être financées au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme et pour gérer toute exigence

collatérale dérivée liée aux activités bancaires hypothécaires. Par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, elle vend les prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, notamment à certains fonds communs de placement, à des investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, à des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et au moyen de l'émission et de la vente de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH »), y compris les ventes à la Fiducie du Canada pour l'habitation conformément au Programme OHC. La Société maintient un niveau de transactions engagé auprès de certaines fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes. La capacité de réaliser des ventes conformément au Programme OHC repose sur la participation aux nouvelles émissions d'OHC et le réinvestissement du principal remboursé détenu dans les comptes de réinvestissement du principal. La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation et de la réglementation gouvernementale, lesquelles sont susceptibles de changer. Les règles régissant les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts titrisés soient assurés par un assureur approuvé par la SCHL. La disponibilité de l'assurance sur les prêts hypothécaires dépend de la conjoncture et est sujette à changement.

Dans le contexte de la gestion courante des liquidités au cours de 2018 et de 2017, la Société a :

- continué d'élargir ses canaux de financement grâce à l'émission de titres TH LNH à de multiples acheteurs.
- continué d'évaluer et de cibler des sources de financement additionnelles pour ses activités bancaires hypothécaires, y compris le lancement au quatrième trimestre de 2017 d'une nouvelle gamme de produits hypothécaires résidentiels par l'entremise de nos partenaires à la Banque Nationale, qui vient compléter nos offres actuelles en matière de prêts hypothécaires.
- émis, en janvier 2017, des débentures à 3,44 % sur dix ans d'un principal de 400 M\$ et des débentures à 4,56 % sur 30 ans d'un principal de 200 M\$. La Société financière IGM s'est servi du produit net pour financer une partie importante de l'acquisition d'une participation de 13,9 % dans China AMC en 2017 et pour d'autres besoins généraux de l'entreprise.
- émis, en décembre 2017, des débentures à 4,115 % sur 30 ans d'un principal de 250 M\$.
- a remboursé, en mars 2018, des débentures à 6,58 % d'un principal de 150,0 M\$.

Les obligations contractuelles de la Société sont présentées au tableau 20.

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM peut accéder à des liquidités

TABLEAU 20 : OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

AU 31 MARS 2018 (en M\$)	À VUE	MOINS DE UN AN	ENTRE 1 AN ET 5 ANS	APRÈS 5 ANS	TOTAL
Instruments financiers dérivés	– \$	11,4 \$	22,3 \$	0,3 \$	34,0 \$
Dépôts et certificats	458,6	7,2	5,7	1,6	473,1
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	1 216,3	6 366,7	21,2	7 604,2
Dette à long terme	–	–	375,0	1 650,0	2 025,0
Contrats de location simple ¹	–	28,9	73,3	37,6	139,8
Capitalisation des régimes de retraite ²	–	14,6	–	–	14,6
Total des obligations contractuelles	458,6 \$	1 278,4 \$	6 843,0 \$	1 710,7 \$	10 290,7 \$

1. Comprend les paiements minimaux futurs au titre des contrats de location liés aux locaux pour bureaux et au matériel utilisés dans le cours normal des activités. Les paiements au titre des contrats de location sont imputés au bénéfice sur la période d'utilisation.
2. La prochaine évaluation actuarielle requise sera effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2017. Les obligations liées à la capitalisation des régimes de retraite au-delà de 2018 pourraient connaître d'importantes variations et dépendront des évaluations actuarielles futures. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation.

au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 825 M\$ au 31 mars 2018, inchangées par rapport au 31 décembre 2017. Les marges de crédit au 31 mars 2018 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 650 M\$ (31 décembre 2017 – 650 M\$) et de marges de crédit non engagées totalisant 175 M\$ (31 décembre 2017 – 175 M\$). La Société a déjà accédé à ses marges de crédit non engagées par le passé. Cependant, toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive de la banque. Au 31 mars 2018 et au 31 décembre 2017, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées ni sur ses marges de crédit non engagées.

L'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société, effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2016, a été produite en septembre 2017. Selon l'évaluation actuarielle, le régime de retraite enregistré avait un déficit de solvabilité de 82,7 M\$, comparativement à 23,4 M\$ dans la précédente évaluation actuarielle effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2013. L'accroissement du déficit de solvabilité résulte principalement de la baisse des taux d'intérêt, et le déficit doit être remboursé sur cinq ans. La Société a versé des cotisations de 23,4 M\$ en 2018 (2017 – 3,1 M\$). La Société prévoit verser des cotisations additionnelles d'environ 14,6 M\$ en 2018. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres

sources de financement décrites plus haut sont suffisants pour répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie d'exploitation, de remplir ses obligations contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, notamment des résultats, qui subissent l'incidence importante qu'a le rendement des marchés des titres d'emprunt et des actions sur les produits tirés des honoraires et les commissions de la Société ainsi que sur certaines autres charges. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2017.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit se rapporte à l'éventualité d'une perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres détenus, les portefeuilles de prêts hypothécaires et les dérivés de la Société sont assujettis au risque de crédit. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 31 mars 2018, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 778,2 M\$ (31 décembre 2017 – 966,8 M\$) étaient composés de soldes de trésorerie de 49,6 M\$ (31 décembre 2017 – 88,3 M\$) déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 728,6 M\$

(31 décembre 2017 – 878,5 M\$). Les équivalents de trésorerie sont constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 24,4 M\$ (31 décembre 2017 – 239,5 M\$), de bons du Trésor et de billets du gouvernement provincial de 205,4 M\$ (31 décembre 2017 – 252,6 M\$), d'acceptations bancaires et d'autres billets à court terme émis par des banques à charte canadiennes de 468,9 M\$ (31 décembre 2017 – 351,4 M\$), ainsi que de papier commercial de société à notation élevée de 29,9 M\$ (31 décembre 2017 – 35,0 M\$).

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. La Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux titres à revenu fixe ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2017.

Portefeuilles de prêts hypothécaires

Au 31 mars 2018, les prêts hypothécaires résidentiels s'élevant à 7,9 G\$ (31 décembre 2017 – 7,8 G\$), comptabilisés dans le bilan de la Société, comprenaient des prêts d'un montant de 7,6 G\$ (31 décembre 2017 – 7,5 G\$) vendus dans le cadre de programmes de titrisation, des prêts d'un montant de 255,8 M\$ (31 décembre 2017 – 286,7 M\$) détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés et des prêts d'un montant de 26,3 M\$ (31 décembre 2017 – 26,0 M\$) liés aux activités d'intermédiaire de la Société.

La Société gère le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels au moyen des éléments suivants :

- le respect de sa politique de prêt et de ses normes de souscription;
- le recours à ses capacités de gestion des prêts;
- l'utilisation d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société;
- sa pratique de monter ses prêts hypothécaires uniquement au moyen de son propre réseau de spécialistes en planification hypothécaire et de conseillers du Groupe Investors, dans le cadre du plan financier exhaustif d'un client.

Dans certains cas, le risque de crédit est également limité par les modalités et la nature des transactions de titrisation, comme il est décrit ci-dessous :

- Conformément aux règles régissant les TH LNH, lesquels totalisent 4,5 G\$ (31 décembre 2017 – 4,5 G\$), la Société a

l'obligation d'effectuer promptement un paiement du principal et de coupons, que les montants aient été reçus ou non de l'emprunteur hypothécaire. Toutefois, les règles régissant les TH LNH exigent que la totalité des prêts soient assurés par un assureur approuvé.

- Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés à la suite du transfert aux fiducies de titrisation commanditées par des banques, prêts qui totalisent 3,1 G\$ (31 décembre 2017 – 3,1 G\$), se limite à des montants détenus dans les comptes de réserve en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, dont la juste valeur s'élevait à 70,5 M\$ (31 décembre 2017 – 69,7 M\$) et à 39,6 M\$ (31 décembre 2017 – 42,4 M\$), respectivement, au 31 mars 2018. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires. Ce risque est aussi atténué au moyen d'une assurance, car 14,8 % des prêts hypothécaires détenus dans des fiducies de PCAA étaient assurés au 31 mars 2018 (31 décembre 2017 – 16,4 %).

Au 31 mars 2018, une proportion de 64,8 % (31 décembre 2017 – 65,5 %) des prêts hypothécaires résidentiels comptabilisés dans le bilan étaient assurés. Au 31 mars 2018, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 4,5 M\$, comparativement à 2,8 M\$ au 31 décembre 2017. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 1,4 M\$ au 31 mars 2018, comparativement à 0,8 M\$ au 31 décembre 2017.

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires et la suffisance de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues de la Société se chiffrait à 0,8 M\$ au 31 mars 2018, inchangée par rapport au 31 décembre 2017, et la direction considère qu'elle est adéquate pour absorber toutes les pertes de crédit liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes : i) l'historique du rendement du crédit et les tendances récentes; ii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iii) la simulation régulière de crise à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2017.

Instruments dérivés

La Société est exposée au risque de crédit par le biais des contrats d'instruments dérivés qu'elle utilise pour couvrir le risque de taux d'intérêt, faciliter les transactions de titrisation et couvrir le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. Ces dérivés sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Risque de marché » du présent rapport de gestion.

Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire au risque que ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

Les activités liées aux dérivés de la Société sont gérées conformément à sa politique de placement, laquelle comprend des limites imposées aux contreparties et d'autres paramètres visant à gérer le risque de contrepartie. Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 28,3 M\$ (31 décembre 2017 – 33,8 M\$), ne tient pas compte des conventions de compensation ni des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des accords de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 0,5 M\$ au 31 mars 2018 (31 décembre 2017 – 1,2 M\$). Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 31 mars 2018. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2017.

Se référer aux notes 2, 6 et 21 des états financiers annuels pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché se rapporte à l'éventualité d'une perte pour la Société découlant de la variation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours boursiers.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts hypothécaires et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié à ses activités bancaires hypothécaires en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. Comme il a déjà été mentionné, dans le cadre du Programme OHC, la Société est partie à un swap conformément auquel elle a le droit de recevoir des rendements tirés du réinvestissement du principal des prêts hypothécaires et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. Au 31 mars 2018, ce swap avait une juste valeur positive de 5,4 M\$ (31 décembre 2017 – juste valeur positive de 4,1 M\$) et une valeur notionnelle en cours de 1,3 G\$ (31 décembre 2017 – 1,2 G\$). La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable et les rendements résultant du réinvestissement diminuent. Au 31 mars 2018, la juste valeur négative de ces swaps totalisait 9,1 M\$ (31 décembre 2017 – juste valeur négative de 4,5 M\$) sur un montant notionnel en cours de 2,0 G\$ (31 décembre 2017 – 1,9 G\$). Au 31 mars 2018, la juste valeur négative nette de 3,7 M\$ (31 décembre 2017 – juste valeur négative de 0,4 M\$) de ces swaps est comptabilisée dans le bilan et leur valeur notionnelle en cours s'élève à 3,3 G\$ (31 décembre 2017 – 3,1 G\$).
- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires à l'égard desquels elle s'est engagée, ou qu'elle détient temporairement en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux coûts de financement pour les prêts hypothécaires qu'elle détient en attendant qu'ils soient vendus ou trinités. La juste valeur de ces swaps s'élevait à néant (31 décembre 2017 – 0,9 M\$) sur un montant notionnel en cours de 110,3 M\$ au 31 mars 2018 (31 décembre 2017 – 137,0 M\$).

Au 31 mars 2018, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait été une diminution d'approximativement 0,4 M\$ (31 décembre 2017 – une diminution de 0,9 M\$). L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2017.

Risque actions

La Société est exposée au risque actions sur ses titres de capitaux propres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net. La juste valeur des titres de capitaux propres s'élevait à 421,9 M\$ au 31 mars 2018 (31 décembre 2017 – 379,7 M\$), comme l'illustre le tableau 14.

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée pour les employés dans le cadre desquelles les paiements

aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir son exposition à ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de son investissement dans Personal Capital et China AMC.

RISQUES LIÉS À L'ACTIF GÉRÉ

Le total de l'actif géré de la Société financière IGM s'établissait à 155,8 G\$ au 31 mars 2018, comparativement à 156,5 G\$ au 31 décembre 2017.

Les principales sources de produits de la Société sont les honoraires de gestion, les honoraires d'administration et les autres honoraires qui sont appliqués sous forme de pourcentage annuel du niveau de l'actif géré. Par conséquent, les produits et le bénéfice de la Société sont indirectement exposés à un certain nombre de risques financiers qui influent sur la valeur de l'actif géré de façon continue. Les risques de marché, comme des fluctuations des cours boursiers, des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que le risque de crédit sur les titres d'emprunt, les prêts et les expositions au crédit provenant d'autres contreparties au sein des portefeuilles des clients figurent parmi ces risques.

Une conjoncture évolutive peut aussi donner lieu à une variation de la composition de l'actif géré de la Société entre des instruments de capitaux propres et des instruments à revenu fixe, ce qui pourrait se traduire par une baisse des produits selon les taux des honoraires de gestion relatifs aux différentes catégories d'actifs et aux divers mandats.

L'exposition de la Société à la valeur de l'actif géré concorde avec l'expérience de ses clients. L'actif géré est largement diversifié

par catégorie d'actifs, par région, par secteur, par équipe de placement et par style. La Société examine régulièrement la sensibilité de son actif géré, de ses produits, de son bénéfice et de ses flux de trésorerie aux fluctuations des marchés des capitaux. À long terme, la Société estime que l'exposition aux rendements de placements des portefeuilles de ses clients sera avantageuse pour les résultats de la Société et correspond aux attentes des parties prenantes. Par ailleurs, habituellement, la Société n'entreprend pas d'activités entraînant un transfert de risques, comme la couverture ayant trait à ces expositions.

2) RISQUE OPÉRATIONNEL

Les risques opérationnels liés au personnel et aux processus sont atténués au moyen de contrôles des politiques et des processus, tandis que la surveillance des risques et l'évaluation continue de l'efficacité des contrôles relèvent des services de conformité, de la Division de GRE et du service d'audit interne de la Société.

La Société dispose d'un processus d'examen de l'assurance dans le cadre duquel elle évalue la nature et l'étendue d'une couverture d'assurance appropriée afin de fournir une protection adéquate contre les pertes imprévues ainsi que lorsque la loi, les organismes de réglementation ou des ententes contractuelles l'exigent.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte en raison de défaillances ou d'insuffisances des processus internes ou des systèmes, d'erreurs commises par des personnes ou d'événements externes, mais il exclut le risque d'entreprise.

Le risque opérationnel a une incidence sur l'ensemble des activités, y compris sur les processus mis en place afin de gérer les autres risques et, par conséquent, il peut être difficile de mesurer ce risque étant donné qu'il constitue un élément d'autres risques de la

TABLEAU 21 : ACTIF GÉRÉ DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM –
COMPOSITION EN FONCTION DE L'ACTIF ET EN FONCTION DE LA DEVISE

AU 31 MARS 2018	FONDS D'INVESTISSEMENT	TOTAL
Trésorerie	0,5 %	0,9 %
Titres à revenu fixe et prêts hypothécaires à court terme	6,1	6,0
Autres titres à revenu fixe	24,9	24,4
Actions canadiennes	26,6	26,5
Actions étrangères	40,2	40,2
Biens immeubles	1,7	2,0
	100,0 %	100,0 %
Dollars canadiens	59,7 %	59,5 %
Dollars américains	24,7	24,2
Autres	15,6	16,3
	100,0 %	100,0 %

Société et qu'il n'est pas toujours possible de l'isoler. Notre Société est exposée à un large éventail de risques opérationnels, incluant des défaillances de la sécurité et des systèmes informatiques, des erreurs relatives au traitement des transactions ainsi qu'aux modèles financiers et aux évaluations financières, des fraudes et des détournements d'actifs et une application inadéquate des processus de contrôle interne. Ces risques peuvent entraîner des pertes financières importantes, des dommages à la réputation et des mesures réglementaires.

Le cadre de gestion des risques de la Société met l'accent sur la gestion et le contrôle interne du risque opérationnel, et l'appétit pour le risque de la Société est très limité dans ce secteur.

Les dirigeants des unités d'exploitation sont responsables de la gestion au quotidien des risques opérationnels de leurs unités respectives, et des programmes, des politiques, des formations et des processus de gouvernance spécifiques ont été conçus afin de soutenir la gestion du risque opérationnel.

La Société s'est dotée d'un programme de gestion de la continuité des activités afin de soutenir l'autonomie, la gestion et la reprise des activités et des processus critiques en cas d'interruption des activités.

CYBER-RISQUE ET RISQUE LIÉ AUX TECHNOLOGIES

Le cyber-risque et le risque lié aux technologies sont gérés au moyen de contrôles à l'égard du développement des technologies et de la gestion du changement. La sécurité de l'information constitue un risque important pour les activités de la Société comme pour l'ensemble de notre secteur. La Société a recours à des systèmes et à des technologies afin de soutenir ses activités et d'améliorer l'expérience des clients et des conseillers financiers. Nous sommes par conséquent exposés à des risques liés aux technologies et à la cybersécurité, comme des atteintes à la protection des données, le vol d'identité et le piratage, y compris le risque d'être confrontés à un refus de service ou à des attaques provenant de logiciels malveillants. De telles attaques pourraient compromettre les renseignements confidentiels de la Société ainsi que ceux de clients ou d'autres parties prenantes, et pourraient également entraîner des conséquences défavorables, y compris une perte de produits, des litiges, un contrôle réglementaire accru ou des dommages à la réputation. Afin de résister à ces menaces, la Société a mis en œuvre des programmes de cybersécurité à l'échelle de l'entreprise, a comparé ses propres mesures aux normes d'excellence du secteur, a établi des méthodes d'évaluation des menaces et de la vulnérabilité et s'est dotée des moyens d'intervention appropriés.

RISQUE LIÉ AUX MODÈLES

La Société utilise une variété de modèles pour l'aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des

hypothèses internes et des données sur le marché observables et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles. Cependant, la modification des hypothèses internes ou d'autres facteurs ayant une incidence sur les modèles pourraient influencer de façon défavorable sur la situation financière consolidée de la Société.

ENVIRONNEMENT JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

Le risque lié à l'environnement juridique et réglementaire survient lorsque les lois, les ententes contractuelles et les exigences réglementaires ne sont pas respectées, ce qui concerne la conformité en matière de distribution et de gestion de placements, la comptabilité et les contrôles internes, ainsi que la présentation de l'information et les communications.

La Société financière IGM est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités. La Société et ses filiales sont également assujetties aux exigences des organismes d'autorégulation auxquels elles appartiennent. Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Ces exigences comprennent les exigences qui concernent la Société financière IGM à titre de société cotée en bourse, ainsi que celles qui s'appliquent aux filiales de la Société selon la nature de leurs activités. Elles comprennent la réglementation liée aux marchés des valeurs mobilières, à l'offre de produits et de services financiers, y compris la gestion de fonds, la distribution, l'assurance et les prêts hypothécaires, de même que d'autres activités menées par la Société sur les marchés où elle est présente. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont importantes et sont sans cesse modifiées. La Société et ses filiales sont assujetties à des examens dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités de réglementation.

À défaut de se conformer aux lois et aux règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à l'environnement juridique et réglementaire en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. La surveillance des faits nouveaux en matière de réglementation et de leur incidence sur la Société est encadrée par le comité des initiatives réglementaires qui est présidé par la vice-présidente principale, Affaires réglementaires et clientèle. La Société poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant la conformité et le domaine juridique, de la formation, des tests, des contrôles et la présentation d'information. Le comité

d'audit de la Société reçoit régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

La Société financière IGM fait la promotion d'une forte culture d'éthique et d'intégrité dans son code de conduite, qui est approuvé par le conseil d'administration et qui décrit les normes de conduite que doivent respecter les administrateurs, les dirigeants et les employés de la Société financière IGM. Le code de conduite comporte de nombreuses politiques ayant trait au comportement des administrateurs, des dirigeants et des employés; il contient en outre un éventail de sujets pertinents, notamment la lutte contre le blanchiment d'argent et la protection des renseignements personnels. Chaque année, les personnes qui sont assujetties au code de conduite doivent attester qu'elles ont compris les exigences énoncées dans le code et qu'elles s'y sont conformées.

Les unités d'exploitation sont responsables de la gestion du risque lié à l'environnement juridique et réglementaire et de la mise en œuvre de politiques, de procédures et de contrôles adéquats. Au sein de la Société, plusieurs services sont responsables d'assurer une surveillance de la gestion des placements et des activités de conformité relatives à la distribution. Le service d'audit interne de la Société assure aussi une surveillance et mène des enquêtes sur des questions liées à la conformité avec la réglementation.

ÉVENTUALITÉS

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société.

3) RISQUE LIÉ À LA GOUVERNANCE, À LA SURVEILLANCE ET À LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Le risque lié à la gouvernance, à la surveillance et à la planification stratégique est le risque d'incidence défavorable possible découlant d'une gouvernance, d'une surveillance, d'une gestion des mesures incitatives et des conflits ou d'une planification stratégique inadéquate ou inappropriée.

La Société financière IGM croit en l'importance d'une gouvernance d'entreprise efficace, et elle estime que les administrateurs jouent un rôle crucial dans le processus de gouvernance. Nous sommes d'avis qu'une saine gouvernance d'entreprise est essentielle au bon fonctionnement de la Société et à la qualité de ses résultats pour ses actionnaires.

La surveillance de la Société financière IGM est assurée directement par le conseil d'administration et par l'intermédiaire de ses sept comités. Par ailleurs, le président et chef de la direction assume la responsabilité globale de la gestion de la Société. Les activités de la Société sont exercées principalement par trois sociétés en exploitation, soit le Groupe Investors Inc.,

la Corporation Financière Mackenzie et Investment Planning Counsel Inc., qui sont chacune gérées par un président et chef de la direction.

La Société a mis en place un processus de planification des affaires qui prévoit l'élaboration d'un plan d'affaires annuel approuvé par le conseil d'administration et comprenant des objectifs et des cibles pour la Société. Des composantes de la rémunération des principaux dirigeants sont tributaires de l'atteinte de certaines cibles en matière de résultats et de certains objectifs prévus par ce plan. Les plans et l'orientation stratégiques font partie de ce processus de planification, et ils sont couverts par le programme de gestion des risques de la Société.

RISQUE LIÉ AUX ACQUISITIONS

La Société est aussi exposée à des risques relatifs à ses acquisitions. Bien que la Société fasse un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition. Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des bénéfices ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition repose sur le maintien de l'actif géré, des clients et des employés clés de la société acquise.

4) FAITS NOUVEAUX EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION

Le risque lié aux faits nouveaux en matière de réglementation consiste en la possibilité que soient apportés des changements aux exigences réglementaires, juridiques ou fiscales qui pourraient avoir une incidence défavorable sur les activités ou les résultats financiers de la Société.

La Société est exposée au risque que des changements d'ordre juridique, fiscal et réglementaire surviennent, lesquels pourraient avoir une incidence défavorable sur la Société. Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et des clients. Les différences en matière de réglementation pouvant avoir une incidence sur le caractère concurrentiel des produits de la Société concernent notamment les frais réglementaires, le traitement fiscal de l'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation différente ou d'une application différente de la réglementation. Les faits nouveaux en matière de réglementation peuvent également avoir une incidence sur les structures des produits, la tarification ainsi que sur la rémunération des courtiers et des conseillers. Bien que la Société et ses filiales suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, formulent des commentaires ou en discutent avec les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de

ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

NORME DU MEILLEUR INTÉRÊT DU CLIENT, RÉFORMES CIBLÉES ET COMMISSIONS INTÉGRÉES DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

En mai 2017, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM ») ont publié l'Avis 33-319 du personnel (l'« Avis du personnel »), *Le point sur le Document de consultation 33-404 des ACVM : Propositions de rehaussement des obligations des conseillers, des courtiers et des représentants envers leurs clients* (le « document de consultation sur la norme du meilleur intérêt du client »), qui offrait une mise à jour sur la proposition des ACVM à l'égard d'un ensemble de réformes ciblées ayant trait à la relation client-personne inscrite et à une norme réglementaire d'agir au mieux des intérêts du client. Les filiales de la Société ont présenté des lettres d'observations à l'égard du document de consultation sur la norme du meilleur intérêt du client. Elles ont aussi participé à une série de tables rondes organisées par certains membres des ACVM afin d'analyser en profondeur les propositions présentées dans ce document.

L'Avis du personnel précise que seules la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick poursuivront l'élaboration d'une norme réglementaire d'agir au mieux des intérêts du client. L'Avis du personnel indique aussi qu'au cours de l'exercice 2017-2018, les ACVM donneront priorité aux travaux touchant un grand nombre des réformes ciblées, lesquels déboucheront sur des projets de règlements qui seront publiés aux fins de commentaires, donnant ainsi aux filiales de la Société une autre occasion de faire entendre leur voix.

En janvier 2017, les ACVM ont publié le Document de consultation 81-408 intitulé *Consultation sur l'option d'abandonner les commissions intégrées* (le « document de consultation sur les honoraires »), qui sollicitait des commentaires sur l'option d'abandonner les commissions intégrées et sur les répercussions potentielles d'un tel changement sur les participants au marché et les investisseurs canadiens. Les filiales de la Société ont présenté des lettres d'observations à l'égard du document de consultation sur les honoraires. Les filiales de la Société ont aussi participé à l'automne aux tables rondes organisées par certains membres des ACVM afin de faciliter la cueillette de commentaires auprès d'intervenants concernant le document de consultation sur les honoraires.

La Société poursuivra activement ses échanges et son engagement auprès des autorités de réglementation à l'égard de ces différentes questions.

RÉGIME COOPÉRATIF EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS DES CAPITAUX

Depuis 2013, le gouvernement du Canada et les provinces participantes travaillent à mettre en place une autorité de

réglementation en valeurs mobilières commune pour les marchés des capitaux du Canada. Il convient de noter que le Québec, l'Alberta et le Manitoba se sont opposés à cette initiative. Par suite d'un renvoi du gouvernement du Québec, la Cour d'appel du Québec a statué en mai 2017 en faveur du gouvernement du Québec et a conclu que le cadre de gouvernance de la réglementation pancanadienne des valeurs mobilières sous l'Autorité de réglementation des marchés des capitaux (l'« ARMC ») proposée était inconstitutionnel.

La décision a été portée en appel devant la Cour suprême du Canada, qui a écouté l'argumentaire en mars 2018. La Société continue de surveiller cette initiative et toute incidence qu'elle pourrait avoir sur ses activités et celles de ses filiales, en particulier dans le domaine de la réglementation des fonds communs de placement.

5) RISQUES D'ENTREPRISE

CONJONCTURE COMMERCIALE GÉNÉRALE

Le risque lié à la conjoncture commerciale générale représente l'incidence défavorable éventuelle de la concurrence ou d'autres facteurs externes relatifs au marché sur la Société financière IGM.

La conjoncture économique mondiale, les mouvements des marchés boursiers, des facteurs démographiques et d'autres facteurs, y compris l'instabilité politique et gouvernementale, peuvent influencer sur la confiance des investisseurs, les niveaux des revenus et les décisions en matière d'épargne. Ces éléments pourraient entraîner une baisse des ventes de produits et services de la Société financière IGM et/ou le rachat de placements par les investisseurs. Ces facteurs pourraient également avoir une incidence sur le niveau des marchés financiers et la valeur de l'actif géré de la Société, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Risques liés à l'actif géré » du présent rapport de gestion.

La Société, comme l'ensemble de ses filiales actives, met l'accent sur la communication avec les clients en soulignant l'importance de la planification financière durant tous les cycles économiques. La Société et le secteur continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, les conseillers attirés et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 22 et décrits dans les sections des résultats d'exploitation par secteur du Groupe Investors et de Mackenzie du présent rapport de gestion.

PRODUITS ET SERVICES OFFERTS

Un faible rendement, une mauvaise qualité ou une diversité insuffisante des produits et services pourrait avoir une incidence défavorable sur la Société financière IGM.

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel et livrent concurrence à d'autres fournisseurs de services financiers, entreprises de gestion de placements et types de produits et services. L'augmentation du nombre de clients et leur fidélisation dépendent de nombreux facteurs, comme les produits et services offerts par les concurrents, les niveaux de service relatifs, la tarification relative, les caractéristiques des produits ainsi que la réputation des concurrents et les mesures qu'ils prennent. La concurrence pourrait avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Pour obtenir une analyse plus approfondie, se reporter à la rubrique « Environnement concurrentiel » du présent rapport de gestion.

La Société fournit à ses conseillers attirés, aux conseillers financiers indépendants, ainsi qu'aux épargnants et aux investisseurs institutionnels un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, dans le but de bâtir des relations durables. Les filiales de la Société revoient aussi régulièrement les produits et les services qu'elles offrent ainsi que leur tarification, afin d'assurer leur compétitivité sur le marché.

La Société s'efforce d'offrir des produits qui procurent un rendement des placements élevé par rapport aux indices de référence et aux concurrents. Un rendement des placements insatisfaisant par rapport à celui des indices de référence ou à celui offert par les concurrents pourrait réduire le niveau de l'actif géré, le volume des ventes et la rétention de l'actif, et également avoir une incidence défavorable sur nos marques. Une sous-performance marquée ou prolongée pourrait avoir une incidence sur les résultats de la Société. La Société a pour objectif de maintenir des processus et des méthodes en matière de placement qui lui donnent un avantage concurrentiel en diversifiant l'actif géré et les gammes de produits pour ce qui est de l'équipe de placement, de la marque, de la catégorie d'actif, du mandat, du style et des régions.

RELATIONS D'AFFAIRES / RELATIONS AVEC LES CLIENTS

Le risque lié aux relations d'affaires et aux relations avec les clients représente l'incidence défavorable que pourraient avoir sur la Société financière IGM des changements associés aux autres relations importantes. Ces relations concernent principalement

les clients et les conseillers du Groupe Investors, le réseau de distribution de détail de Mackenzie, les partenaires d'affaires stratégiques et importants, les clients des fonds Mackenzie, les sous-conseillers et les autres fournisseurs de produits.

Réseau de conseillers du Groupe Investors – Toutes les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers du Groupe Investors communiquent directement et régulièrement avec les clients, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers financiers font l'objet d'une vive concurrence. Si le Groupe Investors perdait un grand nombre de conseillers clés, il pourrait perdre des clients, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats d'exploitation et ses perspectives. Le Groupe Investors se concentre sur le renforcement de son réseau de conseillers et sur l'offre d'une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, afin de répondre aux besoins financiers complexes de ses clients, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du présent rapport de gestion.

Mackenzie – La majeure partie des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie est réalisée par des conseillers financiers externes. De façon générale, les conseillers financiers offrent à leurs clients des produits de placement de Mackenzie en plus de produits de placement de concurrents. Mackenzie réalise aussi la vente de ses produits et de ses services de placement grâce à ses alliances stratégiques et à ses clients institutionnels. En raison de la nature de la relation de distribution dans le cadre de ces relations et de l'importance relative de ces comptes, les activités de ventes brutes et de rachats peuvent être plus importantes dans ces comptes que dans le contexte d'une relation de détail. La capacité de Mackenzie à commercialiser ses produits d'investissement dépend largement de l'accès continu à ces réseaux de distribution. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats d'exploitation et à ses perspectives de façon importante. Mackenzie est en bonne position pour gérer ce risque et continuer à consolider ses relations de distribution et à en nouer de nouvelles. Le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service

TABLEAU 22 : TAUX DE RACHAT EN GLISSEMENT SUR DOUZE MOIS POUR LES FONDS À LONG TERME

	31 MARS 2018	31 MARS 2017
Société financière IGM Inc.		
Groupe Investors	8,4 %	8,8 %
Mackenzie	13,7 %	16,2 %
Counsel	16,7 %	15,7 %

ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés de gestion de placements du Canada. Ces facteurs sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités de Mackenzie » du présent rapport de gestion.

RISQUE LIÉ AU PERSONNEL

Le risque lié au personnel correspond à l'incapacité potentielle d'attirer ou de garder des employés ou des conseillers clés, de former le personnel de façon à lui faire atteindre un niveau de compétences approprié, ou de gérer la relève et la transition des effectifs.

Notre personnel de gestion, de placement et de distribution joue un rôle important dans la conception, la mise en œuvre, la gestion et la distribution des produits et services offerts par la Société financière IGM. La perte de tels employés, ou encore l'incapacité d'attirer, de garder et de motiver un nombre suffisant d'employés qualifiés pourrait avoir une incidence sur les activités et le rendement financier de la Société financière IGM.

6) RISQUE LIÉ À L'ENVIRONNEMENT

Le risque lié à l'environnement correspond au risque de pertes découlant d'enjeux environnementaux touchant nos activités.

Le risque lié à l'environnement englobe plusieurs enjeux, notamment ceux liés aux changements climatiques, à la biodiversité et à la santé des écosystèmes, à la pollution, aux déchets et à l'utilisation non durable de l'eau et des autres ressources. Les principaux risques liés à l'environnement auxquels la Société financière IGM est exposée incluent :

- les risques directs inhérents à la propriété et à l'exploitation de notre entreprise, notamment la gestion et l'exploitation des actifs détenus par la Société, ou gérés par celle-ci, et des activités de la Société.
- les risques indirects liés aux produits et services que nous offrons ainsi qu'à nos pratiques d'approvisionnement.
- la détection et la gestion des nouveaux enjeux réglementaires liés à l'environnement.

- l'incapacité de saisir les tendances environnementales et d'en tirer profit efficacement en vue de répondre à la demande de produits et services des clients.

La Société financière IGM s'est engagée depuis longtemps à faire preuve d'une gestion responsable, comme le décrit son énoncé sur la responsabilité d'entreprise approuvé par le conseil d'administration ainsi que la politique environnementale de la Société, aux termes de laquelle nous nous engageons à gérer notre empreinte écologique de façon responsable.

Une incapacité de notre part à gérer efficacement les risques liés à l'environnement pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats ou sur notre réputation.

La Société financière IGM gère les risques liés à l'environnement pour l'ensemble de la Société, tandis que les unités d'exploitation sont responsables de la détection, de l'évaluation, du contrôle et de la surveillance des risques liés à l'environnement propres à leurs activités. Le comité de responsabilité d'entreprise de la haute direction de la Société financière IGM supervise les mesures prises par celle-ci à l'égard de la responsabilité environnementale et de la gestion du risque lié à l'environnement.

Le Groupe Investors et Mackenzie sont signataires des Principes pour l'investissement responsable (les « PIR »). Conformément aux PIR, les investisseurs s'engagent officiellement à intégrer des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG ») à leurs processus d'investissement. En outre, le Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel ont mis en œuvre des politiques de placement fournissant des renseignements sur la manière dont ces enjeux ESG sont traités dans chaque société.

La Société financière IGM traite de sa gestion et de son bilan environnementaux dans son rapport sur la responsabilité d'entreprise, en plus de participer au sondage Carbon Disclosure Project (« CDP »), qui encourage la communication d'information relative aux émissions de gaz à effet de serre et à la gestion des changements climatiques par les sociétés.

PERSPECTIVES

LE CADRE DES SERVICES FINANCIERS

Selon le plus récent rapport d'Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 4,1 billions de dollars au 31 décembre 2016. Ces actifs sont de natures diverses, allant des dépôts à vue détenus à des fins de gestion de la trésorerie à court terme à des placements à plus long terme détenus en vue de la retraite. Environ 66 % (2,7 billions de dollars) de ces actifs financiers sont détenus dans le cadre d'une relation avec un conseiller financier; il s'agit du principal canal utilisé pour satisfaire les besoins d'épargne à long terme des Canadiens. Quant au montant de 1,4 billion de dollars détenu à l'extérieur d'une relation avec un conseiller financier, il est constitué d'environ 60 % de dépôts bancaires.

Les conseillers financiers constituent le principal canal de distribution des produits et services de la Société, et le modèle d'entreprise de la Société a pour principale priorité de soutenir les conseillers financiers qui travaillent avec les clients à définir et à réaliser leurs objectifs financiers. Diverses études récentes démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent des résultats financiers considérablement supérieurs à ceux des Canadiens qui n'en consultent pas. La Société fait activement la promotion de la valeur des conseils financiers et de l'importance d'entretenir une relation avec un conseiller afin d'établir ses plans et objectifs financiers à long terme et de maintenir le cap à cet égard.

Environ 41 % des actifs financiers discrétionnaires des Canadiens, ou 1,7 billion de dollars, étaient investis dans des fonds d'investissement au 31 décembre 2016, ce qui en faisait la plus importante catégorie d'actifs financiers détenus par les Canadiens. Les autres catégories d'actif comprennent les produits de dépôt et les titres émis, tels que les actions et les obligations. Environ 78 % des fonds d'investissement sont constitués de fonds communs de placement, les autres catégories de produits comprenant les fonds distincts, les fonds de couverture, les fonds groupés, les fonds à capital fixe et les fonds négociés en bourse. Compte tenu d'un actif géré des fonds d'investissement chiffré à 149 G\$, la Société fait partie des plus importants gestionnaires de fonds d'investissement au pays. La direction est d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils procurent aux investisseurs les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

La concurrence et les nouvelles technologies ont fait en sorte que les fournisseurs de services financiers ont maintenant tendance à offrir un éventail complet de produits et de services exclusifs. Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage de plein exercice, les sociétés

de planification financière et les agents d'assurance se sont atténuées, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets mis en œuvre au moyen d'une vaste gamme de produits. Par conséquent, le secteur canadien des services financiers est caractérisé par un certain nombre de participants de grande envergure, diversifiés, souvent à intégration verticale, semblables à la Société financière IGM, qui offrent aussi bien des services de planification financière que des services de gestion de placements.

Les banques canadiennes distribuent des produits et des services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage de plein exercice et le courtage réduit. Les succursales des banques continuent de mettre de plus en plus l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises liées représentait 45 % du total de l'actif des fonds communs de placement à long terme du secteur au 31 mars 2018.

Le secteur canadien des fonds communs de placement continue d'être très concentré, les dix principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant 74 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et 74 % du total de l'actif géré des fonds communs de placement au 31 mars 2018. La direction prévoit que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

La direction est d'avis que le secteur des services financiers continuera d'être influencé par ce qui suit :

- Les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus et à l'âge de la retraite continue d'augmenter.
- L'évolution des attitudes des investisseurs en fonction de la conjoncture économique.
- L'importance réitérée du rôle du conseiller financier.
- Les politiques publiques quant à l'épargne-retraite.
- Les changements au cadre réglementaire.
- L'environnement concurrentiel en pleine évolution.
- L'évolution et les changements de la technologie.

L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel. Le Groupe Investors et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres fournisseurs de services financiers de détail, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons

de courtage de plein exercice, des banques et des compagnies d'assurance. Le Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements, et leurs produits rivalisent avec des actions, des obligations et d'autres catégories d'actif pour obtenir une part de l'actif de placement des Canadiens.

La concurrence des autres fournisseurs de services financiers, les autres types de produits ou canaux de distribution, ainsi que les modifications apportées à la réglementation ou les changements de préférences des clients pourraient influencer sur les caractéristiques des gammes de produits et services offertes par la Société, notamment sur la tarification, la structure des produits, la rémunération des courtiers et des conseillers, ainsi que les informations à fournir. La Société assure un suivi continu, participe aux discussions sur les politiques et adapte son offre de produits et services selon les besoins.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace de ses activités et de la valeur à long terme pour ses clients et ses actionnaires. La direction est d'avis que la Société est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions à venir.

La Société dispose de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- Une distribution vaste et diversifiée, axée sur les canaux qui mettent l'accent sur une planification financière exhaustive grâce à une relation avec un conseiller financier.
- Une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers.
- Des relations durables avec ses clients, ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales.
- Les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de la Financière Power.

UNE DISTRIBUTION VASTE ET DIVERSIFIÉE

La vigueur du volet distribution de la Société financière IGM est un avantage concurrentiel. En plus de détenir deux des principales organisations de planification financière canadiennes, le Groupe Investors et Investment Planning Counsel, la Société financière IGM peut, par l'intermédiaire de Mackenzie, accéder à un canal de distribution regroupant plus de 30 000 conseillers financiers indépendants. De la même façon, Mackenzie, dans le cadre de ses alliances stratégiques de plus en plus nombreuses, noue des partenariats avec des complexes manufacturiers et de distribution canadiens et américains afin d'offrir des services de gestion de placements à plusieurs mandats de fonds d'investissement de détail.

UNE VASTE GAMME DE PRODUITS

Les filiales de la Société financière IGM continuent de créer et de lancer des produits et des outils de planification stratégique de portefeuille novateurs afin d'aider les conseillers à constituer des portefeuilles optimaux pour les clients.

DES RELATIONS DURABLES

La Société financière IGM bénéficie d'avantages considérables grâce aux relations durables que ses conseillers entretiennent avec les clients. De plus, les filiales de la Société peuvent compter sur un patrimoine et une culture solides, que les concurrents peuvent difficilement copier.

LES AVANTAGES DÉCOULANT DE SON APPARTENANCE AU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE LA FINANCIÈRE POWER

À titre de membre du groupe de sociétés de la Financière Power, la Société financière IGM réalise des économies grâce à des ententes sur les services partagés et a accès à des canaux de distribution, à des produits et à du capital.

ESTIMATIONS ET MÉTHODES COMPTABLES CRITIQUES

SOMMAIRE DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Aucun changement n'a été apporté aux hypothèses relatives aux estimations comptables critiques de la Société depuis le 31 décembre 2017.

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 9, INSTRUMENTS FINANCIERS (« IFRS 9 »)

Au 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté IFRS 9, qui remplace IAS 39, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). La mise en œuvre d'IFRS 9 a été réalisée en trois phases distinctes :

- Classement et évaluation : cette phase nécessite que les actifs financiers soient classés soit au coût amorti, soit à la juste valeur, selon le modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers, en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.
- Méthode de dépréciation : cette phase remplace le modèle fondé sur les pertes subies par un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues pour déterminer la dépréciation des actifs financiers.
- Comptabilité de couverture : cette phase remplace les exigences liées à la comptabilité de couverture fondées sur des règles par des lignes directrices qui alignent plus étroitement la comptabilisation sur les activités de gestion des risques d'une entité.

La Société a choisi de ne pas retraiter ses données financières comparatives aux fins de l'application d'IFRS 9, comme le permettent les dispositions transitoires d'IFRS 9. L'incidence cumulative de l'application d'IFRS 9 a par conséquent été comptabilisée à titre d'ajustement des bénéfices non distribués d'ouverture de la période considérée et les données comparatives continuent d'être présentées conformément à IAS 39.

L'incidence cumulative relative au classement et à l'évaluation en vertu d'IFRS 9 a donné lieu à une augmentation après impôt des bénéfices non distribués d'ouverture d'environ 36,3 M\$ (49,7 M\$ avant impôt) au 1^{er} janvier 2018.

Des prêts de 282,6 M\$ auparavant détenus à des fins de transaction ont été reclassés au coût amorti à la suite de l'évaluation des caractéristiques du modèle économique et des flux de trésorerie contractuels de la Société.

Une réévaluation totale de 49,7 M\$ a été comptabilisée en raison de la reprise des escomptes relativement aux pertes liées à la juste valeur comptabilisées au titre des prêts et de l'inscription à l'actif des frais d'émission des prêts hypothécaires auparavant passés en charges.

Des titres de 19,9 M\$ disponibles à la vente ont été reclassés à la juste valeur par le biais du résultat net.

La Société a choisi de classer des titres de 262,8 M\$ à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ce reclassement n'a pas influé sur les bénéfices non distribués d'ouverture; toutefois, ce choix fait en sorte que les profits et les pertes latents sur ces placements ne seront jamais reclassés en résultat net.

La Société a adopté les exigences liées à la comptabilité de couverture d'IFRS 9. À la suite de l'évaluation du modèle économique, les prêts hypothécaires auparavant classés comme détenus à des fins de transaction, et par la suite reclassés dans les Prêts et créances, sont désormais classés au coût amorti lorsqu'ils sont montés. Par conséquent, la Société a désigné certains instruments dérivés en tant qu'instruments de couverture pour éviter une non-concordance comptable entre les instruments dérivés et les prêts connexes. L'application des exigences liées à la comptabilité de couverture d'IFRS 9 n'a pas eu une incidence significative au premier trimestre de 2018.

L'application du modèle fondé sur les pertes de crédit attendues n'a pas eu une incidence importante sur la charge pour pertes sur prêts de la Société.

L'incidence d'IFRS 9 et d'IFRS 15 sur le bilan consolidé au 1^{er} janvier 2018 est présentée en détail dans le tableau 23.

IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS (« IFRS 15 »)

Au 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté IFRS 15 qui présente un modèle exhaustif unique que les entités utiliseront pour comptabiliser les produits tirés de contrats conclus avec des clients. Le modèle exige qu'une entité comptabilise les produits à mesure que les biens ou les services sont transférés au client au montant correspondant à la contrepartie attendue.

IFRS 15 fournit divers critères d'admissibilité en ce qui concerne l'inscription à l'actif des coûts contractuels. Lorsqu'il s'agit d'établir s'il y a lieu d'inscrire les coûts à l'actif en tant que coûts d'obtention d'un contrat avec un client ou de les évaluer en tant que coûts d'exécution d'un contrat conclu avec un client, il faut d'abord déterminer si le client est le fonds ou l'épargnant final.

Lorsqu'il s'agit d'établir s'il y a lieu d'inscrire à l'actif les commissions de vente liées à la distribution des fonds d'investissement, la Société détermine si le client est le fonds d'investissement ou l'épargnant. Lorsqu'il est déterminé que le fonds d'investissement est le client, les coûts du contrat sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Lorsqu'il est déterminé que l'épargnant est le client, les coûts du contrat sont inscrits à l'actif et amortis sur une période d'au plus sept ans.

La Société a choisi de ne pas retraiter ses données financières comparatives aux fins de l'application d'IFRS 15, comme le permettent les dispositions transitoires d'IFRS 15. L'incidence cumulative de l'application d'IFRS 15 a par conséquent été

comptabilisée à titre d'ajustement des bénéfices non distribués d'ouverture de la période considérée et les données comparatives continuent d'être présentées conformément aux méthodes comptables de la Société en vigueur au 31 décembre 2017.

L'incidence cumulative de l'application d'IFRS 15 a donné lieu à une diminution après impôt des bénéfices non distribués d'ouverture d'environ 514,6 M\$ (703,5 M\$ avant impôt) au 1^{er} janvier 2018.

Des commissions de vente inscrites à l'actif de 703,5 M\$ ont été décomptabilisées, car elles se rapportaient à des commissions versées à l'égard de ventes pour lesquelles le client était le fonds d'investissement, ce qui a donné lieu à une diminution du passif d'impôt différé de la Société de 188,9 M\$.

Le 1^{er} janvier 2018, Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco ») a aussi adopté IFRS 15 (note 6). L'incidence de l'application d'IFRS 15 par Lifeco s'est traduite par une baisse de la participation de la Société dans des entreprises associées de 1,7 M\$ et une diminution des bénéfices non distribués d'ouverture de 1,7 M\$ au 1^{er} janvier 2018.

L'incidence d'IFRS 9 et d'IFRS 15 sur le bilan consolidé au 1^{er} janvier 2018 est présentée en détail dans le tableau 23.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société assure un suivi constant des modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

TABLEAU 23 : INCIDENCE D'IFRS 9 ET D'IFRS 15 SUR LE BILAN

(en M\$)	31 DÉCEMBRE 2017		AJUSTEMENT POUR TENIR COMPTE DE CHANGEMENTS APPORTÉS		1 ^{ER} JANVIER 2018	
	CLASSEMENT	VALEUR COMPTABLE	AU CLASSEMENT	À L'ÉVALUATION	VALEUR COMPTABLE	CLASSEMENT
Actif						
Prêts ¹	Détenus à des fins de transaction	286,7	(282,6)	–	4,1	Juste valeur par le biais du résultat net
	Prêts et créances	7 563,2	282,6	49,7	7 895,5	Coût amorti
		7 849,9	–	49,7	7 899,6	
Titres ¹	Disponibles à la vente	282,7	(19,9)	–	262,8	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
	Juste valeur par le biais du résultat net	97,0	19,9	–	116,9	Juste valeur par le biais du résultat net
Participation dans des entreprises associées ²		1 551,0	–	(1,7)	1 549,3	
Commissions de vente inscrites à l'actif ²		767,3	–	(703,5)	63,8	
			–	(655,5)		
Passif et capitaux propres						
Impôt sur le résultat à payer ¹		8,0	–	6,9	14,9	
Impôt sur le résultat différé ^{1,2}		463,9	–	(182,4)	281,5	
Bénéfices non distribués ^{1,2}		3 100,8	–	(480,0)	2 620,8	
Cumul des autres éléments du résultat global ¹		(71,1)	–	–	(71,1)	
			–	(655,5)		

1. Transition à IFRS 9.

2. Transition à IFRS 15.

IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

L'IASB a publié IFRS 16 qui exige qu'un preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et une obligation locative correspondante ayant trait à son obligation d'effectuer des paiements pour tous les contrats de location. Un preneur comptabilise la charge connexe à titre d'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation et d'intérêt sur l'obligation locative. Les contrats de location à court terme (moins de douze mois) et de faible valeur ne sont pas assujettis à ces exigences.

Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'incidence de cette norme est en cours d'évaluation.

AUTRES

L'IASB entreprend actuellement un certain nombre de projets qui donneront lieu à l'apport de changements aux IFRS existantes, lesquels changements pourraient avoir une incidence sur la Société. Des mises à jour seront fournies au fur et à mesure que les projets progresseront.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours du premier trimestre de 2018, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Aucun changement n'a été apporté aux types de transactions entre parties liées depuis celles présentées au 31 décembre 2017. Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter aux notes 8 et 25 des états financiers annuels de la Société.

de ce nombre, 4 786 733 pouvaient être exercées. Au 30 avril 2018, il y avait 240 805 907 actions ordinaires en circulation et 9 914 708 options sur actions en cours, dont 4 781 368 pouvaient être exercées.

Au 31 mars 2018, des actions privilégiées perpétuelles totalisant 150 M\$ étaient en circulation, soit le même montant qu'au 30 avril 2018.

DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 mars 2018, il y avait 240 805 907 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 31 mars 2018, il y avait 9 920 491 options sur actions en cours;

SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au www.sedar.com.